

ESSAI
SUR
L'HISTORIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT
DE LA
MÉDECINE LÉGALE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 26 Juillet 1884

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

CHARLES MASSON

PRÉPARATEUR AU LABORATOIRE DE MÉDECINE LÉGALE DE LA FACULTÉ DE LYON

ANCIEN EXTERNE DES HOPITAUX

Né à Saint-Nicolas-du-Port (Meurthe-et-Moselle)



LYON

IMPRIMERIE CHANOINE, LÉON DELAROCHE ET C^{ie}, SUCCESSEURS

10, Place de la Charité, 10

Juillet 1884



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554216_0012

ESSAI
SUR
L'HISTORIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT
DE LA
MÉDECINE LÉGALE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 26 Juillet 1884

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

CHARLES MASSON

PRÉPARATEUR AU LABORATOIRE DE MÉDECINE LÉGALE DE LA FACULTÉ DE LYON

ANCIEN EXTERNE DES HOPITAUX

Né à Saint-Nicolas-du-Port (Meurthe-et-Moselle)



LYON

IMPRIMERIE CHANOINE, LÉON DELAROCHE ET C^{ie}, SUCCESSEURS

10, Place de la Charité, 10

Juillet 1884

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

MM. LORTET.	DOYEN
BONDET.	} ASSESSEURS
CROLAS	
MONOYER	

PROFESSEURS, PROFESSEURS ADJOINTS

Anatomie.	MM. PAULET.
Physiologie.	MORAT,
Anatomie générale et histologie.	RENAUT
Anatomie pathologique.	TRIPPIER (RAYMOND)
Médecine expérimentale et comparée.	CHAUVEAU
Chimie minérale.	GLÉNARD
Chimie organique et toxicologie.	CAZENEUVE
Physique médicale.	MONOYER
Zoologie et Anatomie comparée.	LORTET
Pharmacie.	CROLAS
Pathologie interne.	J. TEISSIER
Pathologie externe.	BERNE
Pathologie et Thérapeutique générales.	MAYET
Hygiène.	ROLLET
Thérapeutique.	SOULIER
Matière Médicale et Botanique.	CAUVET
Médecine légale.	LACASSAGNE
Médecine opératoire.	PONCET.
Cliniques médicales.	LÉPINE
	BONDET
	RAMBAUD, professeur adjoint
Cliniques chirurgicales.	OLLIER
	TRIPPIER (LÉON)
	BOUCHACOURT
Clinique obstétricale et Accouchements.	DELORE, professeur adjoint
Clinique ophthalmologique.	GAYET
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.	GAILLETON
Clinique des maladies mentales.	PIERRET

COURS CLINIQUES COMPLÉMENTAIRES

Clinique des Maladies des Femmes.	MM. LAROYENNE. . . .	Chargé du cours.
Clinique des Maladies des Enfants.	PERROUD.	Chargé du cours.

Professeurs honoraires : MM. DESGRANGES, B. TEISSIER.

AGRÉGÉS

MM. BARD.	MM. LAURE.	MM. POULLET.
BEAUVISAGE	LEVRAT.	SABATIER.
BOUVERET.	LINOSSIER.	VINAY.
CHANDELUX	PERRET.	VINCENT.
DEBIERRE.	POLLOSSON.	

CHARGÉ DES FONCTIONS D'AGRÉGÉ

M. CHARPY.

M. ÉTIÉVANT, Secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

M. LACASSAGNE, *président*; M. BOUCHACOURT, *assesseur*; MM. BOUVERET et POLLOSSON, *agregés*.

La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

A MA GRAND'MÈRE

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

HOMMAGE DE MA VIVE AFFECTION
ET DE MA PROFONDE RECONNAISSANCE

A MA SŒUR

TÉMOIGNAGE DE MA SINCÈRE AMITIÉ

A MA FAMILLE

SOUVENIR AFFECTUEUX D'UN DES SIENS

A MON MAITRE

M. LE PROFESSEUR A. LACASSAGNE ,

AVANT-PROPOS

Nous avions déjà rassemblé de nombreux matériaux et esquissé un autre sujet, lorsque des circonstances imprévues et complètement indépendantes de notre volonté sont venues bouleverser nos projets. Par suite de l'impossibilité absolue de nous procurer rapidement certains documents qui nous faisaient encore défaut, et pressé par le temps, nous avons dû, quoiqu'à regret, abandonner notre idée première, dans la crainte de présenter un travail qui eût été trop incomplet.

Nous avons pensé qu'il serait peut-être de quelque intérêt de retracer à grands traits l'histoire évolutionnelle de la médecine légale. Nous n'ignorons pas que ce parcours à vol d'oiseau à travers le monde scientifique ancien et moderne a encore son étendue et ses difficultés ; ces dernières, du reste, sont l'apanage de la médecine légale.

Pour nous, dont l'intelligence essaie pour ainsi dire ses ailes dans des régions sans limite, nous prendrons notre essor guidé par les lumières de notre maître, M. le Professeur Lacassagne.

Ses nombreux travaux, ses leçons si intéressantes, où nous avons puisé la plus grande partie de ce travail, sont les rayons lumineux de notre phare, l'aiguille aimantée de notre boussole.

J'aurais voulu, cher maître, que des circonstances moins pressantes m'eussent permis d'approfondir plus longuement un sujet qui est le fruit de vos savantes recherches. Pour vous faire honneur, j'aurais désiré présenter une œuvre plus complète. Je ne puis que vous offrir l'expression de ma vive reconnaissance, à vous qui avez dirigé mes premiers pas dans le domaine de la médecine légale.

Je tiens aussi à remercier M. le Dr Henry Coutagne, chef des travaux du laboratoire de médecine légale ; son temps et ses conseils éclairés ne nous ont jamais fait défaut.

INTRODUCTION

Avant d'entreprendre cette étude, il nous paraît indispensable de jeter un coup d'œil sur le passé afin d'apprécier le chemin parcouru, la situation présente et bien nous rendre compte de ce qui nous reste à faire.

Nous comprendrons ainsi l'évolution de la science et, dans ses développements successifs, nous suivrons pas à pas ses débuts timides, puis son intervention jugée de plus en plus importante.

Dès le début des sociétés, lorsque des groupes de familles ont voulu vivre côte à côte pour constituer une tribu ou une peuplade, la collectivité naissante a eu des intérêts communs.

Les forces de tous furent appliquées à un même but et, après avoir conquis et obtenu une possession, il fallut la défendre, puis travailler pour s'y maintenir.

C'est ainsi que naquit la cité, c'est-à-dire l'habitation constante en un même point. Telle est la première étape de l'humanité. On ne s' imagine pas encore ce

qu'il fallut de siècles et de luttes, pour obliger l'homme à faire choix d'une demeure fixe, à vivre avec des voisins et par conséquent la longue suite d'habitudes et de modifications organiques qui durent, peu à peu, se produire dans ces systèmes nerveux primitifs, personnels, égoïstes, aux instincts féroces servis par des impulsions indomptables.

La *famille* d'abord, la *cité* ensuite modifièrent, peu à peu, ces tendances et les remplacèrent par des liens sociaux.

Avec le développement de la cité, se montrèrent bientôt les maladies générales qui frappent toutes les agglomérations humaines. Il fallut prendre des mesures d'ordre public, ce fut le début de l'hygiène sociale. De là, des coutumes empiriques en rapport avec les exigences du climat ou de la situation politique. Tous les grands législateurs, Moïse, Lycurgue, Solon, Mahomet, prescrivent des mesures hygiéniques qui trahissent leurs préoccupations politiques. Ce sont des précautions dans le choix des aliments, des soins de propreté, une application constante au développement de la force musculaire. Et, pour contraindre un peuple rétif et ignorant, toutes ces mesures deviennent des articles de loi, ou des textes dans les livres sacrés.

La médecine judiciaire ne se montrait pas encore et ne pouvait pas exister. Plus intim ment liée au développement moral de l'homme, il a fallu un certain degré d'évolution psychique de celui-ci ; il fallait surtout que la morale sociale, les idées d'équité et de justice aient pris naissance et se soient imposées à tous à l'aide d'une législation, car le progrès fut d'abord

physique, puis intellectuel et enfin moral. L'histoire de la médecine légale embrasse, pour ainsi dire, l'histoire de l'humanité tout entière, et ce que j'entreprends n'en est pourtant que l'abrégé. Aussi, ne m'arrêterai-je qu'aux généralités.

Dans cette introduction, je me contenterai d'énumérer, rapidement, les divers plans adoptés, jusqu'ici, pour la division de l'histoire de la médecine légale. Celle-ci, dit M. Tourdes (1), se partage en un certain nombre de périodes qui correspondent aux progrès du droit et de la médecine, et à des faits culminants de l'un ou de l'autre.

Ainsi, Mende admet six époques, dont les quatre premières reposent sur le développement successif de la législation ; la cinquième est caractérisée par l'influence chrétienne ; la sixième par le perfectionnement des sciences ; il examine ensuite, séparément, l'histoire des questions principales.

Fodéré admet six époques et leur donne une base chronologique ; la première date des temps anciens jusqu'à l'introduction du christianisme ; la seconde de l'établissement du christianisme à la fin du XII^e siècle ; la troisième, de cette époque, jusqu'à Charles V, en 1532 ; la quatrième s'étend jusqu'au commencement du XVIII^e siècle ; la cinquième comprend le XVIII^e siècle jusqu'à l'Assemblée constituante et la sixième est l'époque moderne.

M. Tourdes admet cinq périodes, qui sont ainsi caractérisées :

(1) Dictionnaire encyclopédique. Art. Médecine légale.

1° La *période ancienne*, dans laquelle se place la législation des Hébreux et les faits isolés extraits de l'histoire des peuples de l'antiquité ; 2° la *période romaine*, subdivisée en deux époques, l'une qui précède l'autre, l'autre qui suit la réforme de Justinien ; 3° la *période du moyen âge*, dans laquelle les lois et les coutumes des nations germaniques viennent s'ajouter à l'influence chrétienne ; 4° la *période du droit canon*, qui fonde réellement la médecine légale et dont le point culminant suit la Renaissance ; 5° la *période scientifique*, marquée par la division plus précise des nationalités et étudiée dans les foyers scientifiques qui ont jeté une plus vive lumière.

Pour nous, nous adoptons le plan le plus général, le plus simple, celui qui est dû à M. le Professeur Lacassagne. Il est constitué par une *période fictive*, une *période métaphysique* ou *abstraite* et une *période positive* ou de *démonstration*.

A chacun de ces âges de l'humanité, il faut rattacher pour en comprendre l'importance : l'influence successive d'abord de la famille, puis de la cité et enfin de la religion.

La première période sera la plus courte. Cette étape de l'humanité a pour grand caractère la barbarie. Boileau le dit positivement dans le III^e chant de son Art poétique :

Avant que la raison s'expliquant par la voix
Eut instruit les humains, eut enseigné les lois,
Tous les hommes suivant la grossière nature,
Dispersés dans les bois, couraient à la pâture.
La force tenait lieu de droit et d'équité,
Le meurtre s'exerçait avec impunité.

Dans cette période, je chercherai surtout à mettre en lumière l'influence de la cité, sa réaction de plus en plus profonde sur la vie de famille, en créant des liens collectifs, des devoirs sociaux qui, en partant d'abord de l'attachement au foyer domestique, devaient s'étendre ensuite à l'idée de patrie.

N'est-ce pas cette action civique qui a donné à l'essor humain le beau nom de *civilisation*?

Dans la deuxième période, après avoir examiné la constitution romaine, qui, sous le rapport de la discipline, est supérieure à celle de la Grèce, nous montrerons l'influence du catholicisme et son action sur notre législation par le droit canon.

Nous ferons voir ensuite, avec l'apparition du code théodosien, les rapports que la médecine et la justice ont entre elles. Sous Justinien, le rôle du médecin est d'une grande importance sans être soumis à aucune loi et pourtant la médecine judiciaire est encore dans le néant.

Telle est la situation au VI^e siècle.

Elle est toute autre au IX^e siècle qui voit l'origine de la médecine légale. Mais, pour trouver une certaine modification, il faut arriver au XIII^e siècle, époque à laquelle les jugements sont un peu plus guidés par la raison, parce que les esprits s'occupent de l'organisation de la justice.

Nous établirons ensuite que pendant toute la durée des XIV^e, XV^e et XVI^e siècles, où la sorcellerie et la magie jouent un si grand rôle et arrêtent totalement les progrès de l'humanité, la médecine est en lutte avec le fanatisme religieux et la magistrature.

Au XVI^e siècle, nous verrons apparaître le premier ouvrage de médecine légale : il est dû à Ambroise Paré.

Dès lors, la lutte des médecins contre les erreurs grossières de cette époque ne fait que prendre plus d'extension : ils s'élèvent avec énergie contre la sorcellerie et la torture qui sont arrivées à leur apogée.

Dans la période positive enfin, qui est bien moins étendue que la précédente et d'une importance plus réelle dans les annales de l'histoire, nous tâcherons de montrer le développement plus accentué de la médecine légale qui se dégage de bien des ombres qui l'entouraient. A la réforme des codes, les législateurs comprennent que pour résoudre certains problèmes sociaux il est nécessaire de s'appuyer sur des connaissances scientifiques certaines qui doivent servir de base à un édifice aussi vaste. Ces connaissances, ils les empruntent à la médecine.

Enfin, à partir de 1811, nous verrons la médecine légale évoluer plus rapidement, en suivant le courant scientifique et s'appuyant successivement sur chacune des branches médicales arriver à la place qu'elle occupe aujourd'hui.

Nous terminerons cette étude par un aperçu général sur la manière dont cette science fonctionne à l'étranger, en Allemagne notamment, et en émettant quelques considérations sur les réformes qu'il y aurait à opérer, pour faire de la médecine légale une base solide pour la justice et l'administration de notre pays.

CHAPITRE I^{er}

PREMIÈRE PÉRIODE OU PÉRIODE FICTIVE

Pendant cette période, l'activité humaine est surtout guerrière, l'homme fait connaissance avec le milieu extérieur, ses sentiments affectifs sont bornés à ceux de la famille, les chefs sont d'abord les anciens, puis des prêtres qui commencent à chercher et à prescrire les liens sociaux nécessaires et indispensables à l'existence de la collectivité.

Les premières lois, je veux dire les premières coutumes sont dictées par la férocité ou la barbarie de l'époque.

Chez tous les peuples, « quelle que soit leur origine, à quelque latitude qu'on les considère, au pôle ou près de l'équateur, il y a toujours les mêmes coutumes. Partout existe la *vengeance du sang* : les parents de la victime ont non seulement le droit mais le devoir de venger leur proche tué ou blessé.

C'est *le talion*. Il est édicté par les livres saints. Dans la Genèse (ch. ix., v. 6) : à qui aura répandu le sang de l'homme, son sang sera répandu. Dans l'Exode : celui qui en maltraite un autre rendra œil pour œil, dent pour dent, main pour main, pied pour pied, brûlure pour brûlure, meurtrissure pour meurtrissure.

Les mêmes préceptes se trouvent dans le Lévitique, dans le code de Solon, qui, par une de ses lois, condamnait à perdre les deux yeux celui qui avait crevé l'œil d'un borgne.

Donc, chez les peuples primitifs nous ne voyons jamais la société prendre l'initiative de la répression des crimes particuliers. Plus tard, les individus lésés conservèrent seuls le soin de poursuivre une réparation, et ils purent recourir à la rigueur des lois ou se contenter d'une rémunération pécuniaire. Quand la société intervenait, elle frappait d'une façon terrible et pour intimider les masses.

Il ne pouvait y avoir alors de médecine judiciaire. L'organisation de la justice était primitive, et d'ailleurs, pendant de longs siècles, la médecine pratique fut entre les mains des esclaves ou des affranchis.

Plus tard, au début des civilisations juives, grecques et romaines, les sciences naturelles étaient cultivées par les philosophes, et l'on comprend que les législateurs de cette époque, qui furent tous des encyclopédistes, purent faire intervenir dans les codes certaines connaissances médicales sans consulter les médecins spéciaux. On en trouve pourtant quelques vestiges en Egypte, où, « après chaque décès, on constatait si la mort avait été naturelle ou violente; la pratique géné

rale de l'embaumement conduisait à cette vérification. Les lois de Ménès ordonnaient de différer le supplice des femmes grosses, qui, suivant Plutarque, étaient exemptées de toute peine afflictive (1). »

Les premières traces de la médecine légale nous sont fournies par le peuple hébreu, qui présente à ce point de vue une supériorité incontestable sur les autres nations de l'antiquité. L'application des connaissances médicales aux lois ressort d'un certain nombre de textes qu'il serait trop long d'énumérer ici. Mais pour résoudre les questions qui se présentaient, des connaissances médicales étaient nécessaires, et cependant aucun texte ne parle du médecin : ce sont les prêtres, les parents qui fournissent les preuves, qui apprécient, qui jugent. Il est vrai que les prêtres gardaient alors le dépôt des sciences médicales. Ces prêtres peuvent être considérés comme des experts aussi bien que comme des juges. Le Deutéronome dit expressément (C. XVII, v. 8 et 10) : Lorsqu'il sera difficile de discerner entre le sang et le sang, entre une cause et une autre, entre la lèpre et la lèpre, adressez-vous aux prêtres, vous les consulterez et ils vous découvriront la vérité.

C'est ainsi qu'on s'explique « les lois mosaïques relatives à la virginité, au viol, à la sodomie, à l'homicide; les lois primitives de Rome, dont l'une d'elles, attribuée à Numa, prescrivait l'hystérotomie des femmes enceintes décédées (2). C'étaient des prêtres,

(1) Tourdes, loc. cit.

(2) « Mulier quæ prægnans mortua, ne humator antequam partus ei excidatur, quæi secus faxit spei animantis cum gravida occisæ reus esto (lex regia). »

les anciens, le premier venu qui se livraient à ces pratiques judiciaires. » (1).

En Grèce, malgré le développement de la médecine, celle-ci n'intervenait pas dans les affaires judiciaires. Les passages de Démosthènes, ou des discours d'Antiphon cités par des érudits ne sont en rien probants, tout ce que l'on sait de certain c'est qu'une loi obligeait, sous peine d'une forte amende, le Démarque (sorte de magistrat chargé des affaires de police) à faire enterrer le cadavre des individus victimes de meurtre, le jour même où ce cadavre avait été trouvé.

Il y a chez les auteurs grecs, dit M. Tourdes (2), des faits qui auraient pu être utilisés pour la médecine légale; mais l'état de la législation ne rendait pas les expertises nécessaires et les cadavres étant sacrés, on ne songeait pas aux autopsies.

Hippocrate (460 à 370) aurait émis une opinion sur les naissances précoces et tardives (*de partu septimestri, octomestri, de natura pueri*). Aristote (384 à 322, av. J.-C., *de Historia animalium*, l. III, c. IV) a fixé au quarantième jour l'époque de l'animation du fœtus et cette opinion a guidé dans l'appréciation de l'avortement.

« Chez les Grecs, dit M. Vercoutre (3), quand un médecin périodeute s'était fait une grande réputation, les cités riches, désireuses de le posséder, s'efforçaient à l'envi, par l'offre d'un traitement élevé, de l'attirer

(1) Lacassagne. *Précis de Médecine judiciaire*, Paris, 1878.

(2) Tourdes, *loc. cit.*

(3) Dr A. Vercoutre. *La Médecine publique dans l'Antiquité grecque*, in *Revue archéologique*. Paris, 1880. *Passim*.

à elles. » Mais le plus souvent c'était par voie d'élection qu'on choisissait les médecins publics.

« Une fois élu, le médecin, jusqu'alors simple *ιατρος* prenait le nom particulier de *ιατρος δημοσιευων* ou simplement *δημοσιευων*, expression qui indique qu'il était désormais investi de fonctions publiques.

« Les citoyens, dans toute ville grecque, s'associaient et s'imposaient pour fournir un traitement fixe au médecin qu'ils avaient élu; or, c'est précisément en échange de ce traitement que le médecin dit public devait ses soins gratuits à tous les citoyens. La cité obtenait donc, par le moyen de ce contrat librement consenti, un double avantage : d'abord elle possédait à demeure un médecin dûment choisi, ensuite elle assurait à tous des secours médicaux gratuits et cela à peu de frais. »

Le médecin public était établi dans un local qu'on appelait *iatrium*. L'*iatrium public*, d'après Galien, était un édifice relativement vaste; il était pourvu de hautes portes et recevait pleinement la lumière. Voilà pour l'extérieur. Pénétrons maintenant dans l'édifice et voyons quelles en étaient les dispositions intérieures, d'après la description du D^r Vercoutre.

« D'abord, on peut tenir pour certain que dans cet *iatrium* était situé le logement du médecin; c'est là, en effet, que celui-ci opérait et soignait les malades, là qu'il donnait des consultations, là qu'il préparait les remèdes; c'est là, sans aucun doute, qu'il devait loger, lui, sa famille et ses aides. A côté, devait se trouver ce que nous appelons aujourd'hui le « cabinet de consultations. » Plus loin était la salle d'opérations avec

son arsenal : la poutre dont parle Hippocrate et dont on se servait pour réduire les luxations de la cuisse en y suspendant le malade par les pieds ; les autres instruments spéciaux tels que bistouris, couteaux, arrache-dents, trépan, etc., etc.

Plus loin encore, se voyait le local où les médicaments étaient conservés, préparés et débités au public. Cette salle devait ressembler beaucoup aux boutiques actuelles des herboristes. »

L'emploi de médecin public, indépendamment des immunités qu'il conférait, était revêtu d'un caractère essentiellement honorifique, comme constituant une branche importante des services publics ; c'est-à-dire, que le médecin public prenait rang parmi ceux qui, selon l'expression de Xénophon : « *ad tabernaculum publicum pertinent.* »

Malgré qu'aucun fait de ce genre ne soit rapporté dans les auteurs, il est probable que les médecins publics avaient souvent l'occasion de résoudre certaines questions de médecine légale. Parmi tous les malades ou blessés qui venaient les consulter, ils n'ont pas été, sans doute, sans avoir eu à se prononcer, soit sur la nature de certaines blessures, sur leur provenance, leur durée, etc. Ils ont pu peut-être même apprécier l'étendue d'un dommage causé, en vue d'une réparation à faire à celui qui avait été lésé.

A Rome, quand un individu avait succombé à une mort violente, on l'exposait publiquement et chacun donnait son avis sur le genre de mort. C'est ainsi que le médecin Antistius se rendit au Forum, où était exposé le corps de Jules César, et sur les vingt-trois

blessures ne trouva de mortelle qu'une plaie pénétrante de poitrine entre la première et la seconde côte.

Tite-Live raconte aussi qu'on avait apporté sur la place publique le corps du tribun Genucius, trouvé mort dans son lit le jour même où il devait accuser devant le peuple les consuls qui s'étaient opposés à la nomination des décemvirs.

De même, sous Tibère, on exposa sur la place publique d'Antioche le corps de Germanicus, que l'on soupçonnait avoir été empoisonné par Pison.

Gallien (131 à 201) a fourni les faits les plus concluants de cette période. Le chapitre *De usu partium*, (c. xxi, v. 19) *quomodo deprehendere oportet eos qui ægrotos se fingunt*, est une étude sur les maladies simulées; l'origine de la docimasia pulmonaire se trouve dans une remarque sur la différence de couleur que présentent les poumons d'un animal né vivant ou mort-né (*De usu partium*, l. xv, c. iv). Il faut arriver jusqu'à la fin du xvii^e siècle, en 1682, pour voir cette méthode appliquée dans la pratique.

Si la vengeance du sang fut aussi la loi primitive de notre vieille Europe, le talion n'y persista pas longtemps. Tout dommage causé demandait vengeance et amenait la *fehde* ou guerre privée.

En Germanie, qui fut la terre classique de la vengeance, ces combats ou vengeances furent si fréquents, menagèrent si souvent l'ordre public, qu'il fallut établir des *paix* ou des trêves. Et les lois germanes admirent toutes le *wergeld* ou indemnité pécuniaire. Elles s'occupaient particulièrement des blessures, de leur siège et de leur importance. La loi salique disait :

Si quelqu'un frappe un autre à la tête, et que des os sortent, il payera quarante-cinq sols (des sols d'or); pour chaque coup de bâton ou de poing, sans effusion de sang, trois sols..... Les Gragas, ou recueil de lois irlandaises, qui montre bien l'esprit de cette époque, dit ceci : « L'homme se peut venger d'une blessure tant que la cicatrice n'est pas fermée ; ses compagnons ont la même faculté, mais pour de petits coups qui ne laissent point de traces, et qui ne deviennent ni bleus, ni bruns, ni enflés, ils ne peuvent être vengés qu'au lieu et place et sans retard. »

Nous croyons indispensable, avant de terminer ce chapitre, de dire quelques mots sur la médecine légale chez les Chinois : ce peuple est celui dont la civilisation a marché le plus rapidement.

Nous empruntons les renseignements qui vont suivre à l'excellent travail du D^r Ernest Martin (1).

La médecine légale, en Chine, semblerait remonter au IV^e siècle. « C'est à cette époque, dit M. Martin, qu'un gouverneur de province, qui avait à prononcer une sentence contre des scélérats, voyant là une occasion de satisfaire la justice et la science tout à la fois, convia des artistes qu'il chargea de dessiner les organes internes de ces assassins, pendant que des médecins experts dirigeaient le fer du bourreau. »

Vers le V^e siècle, l'empereur Kao-You-Li, ayant aboli la peine de mort, les crimes, loin de décroître, augmentèrent dans des proportions considérables et

(1) D^r Ernest Martin : *Exposé des principaux passages contenus dans le Si-Yuen-Lu*. Paris, 1884.

l'on fut obligé de rendre à la justice tous ses moyens de répression.

Un peu plus tard, de nouvelles lois furent encore établies et ce n'est que vers 1248 que fut composé le *Si-Yuen-Lu*, qui est une sorte de compendium de médecine légale et de jurisprudence médicale.

Cet ouvrage comprend la manière dont se font les descentes de police, les enquêtes et la description des procédés et instruments à l'aide desquels la justice cherche à reconnaître sur un cadavre les traces d'un crime. « Ce qui est incontestable, dit M. Martin, c'est que ce livre constitue entre les mains des magistrats et des hommes de l'art une arme puissante ; ce qui n'est pas moins certain, c'est que le peuple chinois est persuadé qu'aucun crime, et spécialement aucun empoisonnement, ne sauraient échapper à l'instruction conduite d'après les procédés contenus dans le *Si-Yuen-Lu*. C'est une conviction telle que, dès le moment où un accusé apprend que son crime doit passer au crible de cette instruction, il est tout disposé à l'aveu spontané. »

Le *Si-Yuen-Lu* se compose de cinq livres, chaque livre étant divisé lui-même en plusieurs chapitres, que nous passerons très rapidement en revue.

Le premier livre donne des observations générales sur les expertises, sur la nature des blessures, leur situation, leur importance et la fixation de la limite à laquelle la mort peut survenir, les moyens de reconnaître si une blessure est vraie ou fausse, puis des questions relatives à l'identité, à l'avortement.

Le deuxième livre a rapport aux coups et blessures,

aux instruments qui peuvent les produire, aux blessures faites volontairement, au suicide, aux plaies de défense, aux blessures anté ou post mortem.

Dans le troisième livre, il est parlé de la strangulation, de l'asphyxie par pendaison, par submersion.

Enfin, les deux derniers livres ont trait aux empoisonnements, aux différentes substances toxiques qui peuvent les produire et à certaines données anatomiques des plus rudimentaires et qu'il serait trop long d'exposer ici.

M. le Dr Martin a terminé son étude par une série de notes relatives à des questions générales développées dans le *Si-Yuen-Lu* et que nous ne faisons que mentionner pour montrer que les législateurs chinois les connaissaient bien avant nous. Ces questions se rattachent à la responsabilité des magistrats dans les enquêtes, à la responsabilité médicale, à l'infanticide, à l'aliénation mentale dans ses rapports avec la médecine légale.

En résumé, il est intéressant de voir que dans l'extrême Orient, à une époque très reculée, la civilisation chinoise nous a précédés sur le terrain de la médecine légale, comme elle l'a fait sur bien d'autres points.

Le *Si-Yuen-Lu* est un traité de médecine légale et de jurisprudence, qui, par les documents qu'il renferme, peut nous servir de transition naturelle entre la première et la deuxième période.

CHAPITRE II

DEUXIÈME PÉRIODE OU PÉRIODE ABSTRAITE

Pendant cette période, l'action de la cité va devenir prépondérante et tracer aux hommes des devoirs civiques. De là un besoin d'examen et de contrôle qui ne tardera pas à se formuler en loi.

« Si jusqu'alors la loi n'était qu'une manifestation de la religion, bientôt, grâce à des changements lents et progressifs, à des transformations successives, la loi arrive à ne plus être une manifestation des dieux, mais un effet de la volonté du peuple. Elle va avoir dorénavant pour principe et pour but l'intérêt des hommes. »

C'est d'abord dans le monde Romain qu'il faut l'étudier.

A Rome, mieux qu'en Grèce, la famille fut disciplinée, la vie publique fut organisée. Le peuple romain fut surtout un peuple pratique et il le prouva bien par

l'admirable développement qu'il donna aux études du droit. Comme le disait Charlemagne, la loi romaine mérite d'être appelée la mère de toutes les lois humaines.

Cependant, la législation se perfectionnait peu à peu. D'abord, les décemvirs rédigèrent la loi des *Douze-Tables*, puis au droit primitif succède le droit prétorien, les *questiones perpetue* qui établirent que les personnes lésées feraient procéder à l'estimation du mal. Mais les poursuites se faisaient sur plaintes individuelles et non par action publique, et cette procédure ne pouvait que s'opposer au développement de la médecine légale.

Les médecins n'eurent jamais aucune influence sur le perfectionnement du droit. Cette profession subalterne et méprisée était exercée par des aventuriers, ordinairement des Grecs, par des affranchis et même par des esclaves. Depuis Auguste, les médecins furent un peu considérés, et sous les empereurs, des médecins, appelés *archiatri populares*, furent chargés de donner des soins gratuits aux pauvres et probablement de la police médicale.

D'ailleurs, une autopsie ne fut jamais faite et il n'existait pas d'examen judiciaire : tous ces procédés auraient blessé le culte des morts et les sentiments religieux.

Cependant, le droit s'émancipait et se pliait de plus en plus aux besoins de chaque génération, dont il reproduisait les idées morales. On comprend alors qu'il dut subir l'influence du christianisme. Celui-ci produisit une véritable révolution religieuse et politique dans le monde romain.

La foi nouvelle changeait les idées de morale et modifiait les intérêts en créant de nouveaux devoirs. Le droit ne s'appliquait qu'aux intérêts du citoyen romain, le catholicisme (καθολικισμ veut dire universel) l'étendit à tous les hommes.

Cette influence prédomine de plus en plus à partir de Constantin (313), elle se montre nettement dans le code théodosien (438) en ce qui touche le mariage, et dès lors les dispositions législatives font si souvent appel à des faits médicaux qu'il paraît bien difficile que des médecins n'aient pas été consultés. Ceux-ci, d'ailleurs, étaient honorés, bien en cour, et Oribase fut le médecin et le confident de Julien l'Apostat.

Ce ne fut réellement que sous Justinien, de 530 à 534, que le jurisconsulte Tribonien réunit en un corps de droit les matériaux de la législation épars de tous côtés. C'est ainsi que paraissent successivement le *Codex Justinianus*, les *Pandectes* ou *Digeste*, les *Institutes*, les *Novelles*. Le rôle du médecin en justice y est apprécié, mais son intervention n'est pas réglementée. Le Digeste s'exprime ainsi : *Medici non sunt proprie testes, sed magis est judicium quam testimonium* (1).

Malgré tous ces progrès, il n'y avait pas encore de médecine judiciaire. Les législateurs romains avaient fait appel à des connaissances médicales pour instituer leur droit civil et établir des principes juridiques;

(1) Un article de la loi Aquilia, proposée en 572, ordonnait de déterminer la léthalité des blessures : si un esclave a été blessé sans que la blessure soit mortelle et que cependant il soit mort par l'effet de la négligence, il n'y a d'action à intenter que celle de la blessure et non de la mort.

mais jamais ils n'acceptèrent le témoignage médical comme preuve, et jamais la loi ne l'exigea expressément.

La législation romaine n'eut aucune influence dans l'Orient, qui ne pouvait la comprendre et n'était pas préparé à la recevoir; mais elle eut un immense retentissement en Occident. Les Barbares qui renversèrent l'empire romain avaient des coutumes différentes, mais toutes, cependant, admettaient le wergeld ou indemnité pécuniaire. Les lois des Francs, des Bourguignons, des Wisigoths, des Saxons, des Frisons concordent toutes sur ce point.

Charlemagne, en homme d'Etat supérieur, avait parfaitement compris le côté social de la loi romaine, et il voulut étendre ce code à tout son vaste empire. Dans ses *Capitulaires*, il dit que les juges doivent s'appuyer de l'avis des médecins.

C'est là, pour la première fois, au début du IX^e siècle, qu'on constate l'origine certaine de la médecine judiciaire. Mais ce ne fut qu'une apparition, et de courte durée.

Les bouleversements qui survinrent après la mort de Charlemagne détruisirent toute centralisation et favorisèrent l'installation d'un régime féodal : les coutumes locales prédominèrent; ce fut le moment de la législation terrienne.

Au lieu de la sage intervention médicale érigée par Charlemagne, on voit adopter dans les enquêtes criminelles de cruelles et absurdes épreuves et auxquelles ce double caractère permet d'assigner comme origine la mystique Germanie.

C'étaient la torture avec ses variétés infinies, l'épreuve du feu, celle de l'eau, le duel judiciaire, l'épreuve de la cruentation des cadavres (1), celle-ci surtout était considérée comme très importante, les médecins discutèrent sa valeur et, en Allemagne, depuis Libavinus jusqu'à Alberti, de 1594 à 1726, le corps médical se trouva divisé sur l'explication de ce fait qui paraissait indiscutable : c'est que les blessures saignaient en présence de l'assassin.

Ce qui nous montre encore l'origine germaine de cette absurde coutume, c'est sa généralisation et sa durée en Angleterre et en Ecosse.

Le roi Jacques, d'Ecosse, qui publia un traité de *Démonologie* en 1597, s'exprime ainsi : « Après un meurtre secret, si le cadavre du mort est jamais touché par le meurtrier, le sang en jaillira comme pour appeler, sur le criminel, la vengeance divine. »

C'était l'opinion courante du temps de Shakespeare. Il suffit de se rappeler la scène de Richard III, lorsque lady Anne, devant le cadavre d'Henri IV, s'adresse à Glocester : « Si tu aimes à contempler tes actes affreux, regarde ce chef-d'œuvre de tes boucheries ! Oh ! Messieurs, voyez, voyez ! Les blessures de Henry mort ouvrent leurs bouches glacées et saignent de nouveau ! Rougis, rougis, amas de noires difformités, car c'est ta présence qui aspire le sang de ces veines

(1) Peu de gens se doutent de ce qu'était la pratique judiciaire de la cruentation. Un cadavre était découvert, percé de coups de poignard ; les assassins soupçonnés étaient arrêtés ; on les faisait passer par dessus le cadavre, en présence des juges, et les plaies de l'assassiné devaient se rouvrir et saigner lorsque l'assassin passait au-dessus. C'était le jugement de Dieu.

froides et vides où le sang n'est plus. Ton forfait, inhumain, monstrueux, provoque ce déluge monstrueux. »

Mais le principe de l'expertise avait été posé une première fois par Charlemagne et il devait se développer peu à peu. Si la marche du droit parut se ralentir, il se perfectionna, cependant, en perdant insensiblement le caractère symbolique et mystérieux dont l'avaient revêtu les habitudes barbares.

L'usage des visites médicales se trouve consigné dans le *Grand Coustumier du pays et Duché de Normandie*, dans la *Coutume du Maine, d'Anjou*, dans l'édit de Godefroy de Bouillon, connu sous le nom d'*Assises et bons usages du royaume de Jérusalem*, dans la *Coutume de Paris ou établissement de Saint-Louis* (1260) qui supprime le duel judiciaire et remplace les épreuves par des preuves testimoniales.

L'administration de la justice commençait elle-même à être organisée : il y avait des *auditoires*, des *présidiaux*, des *cours de justice*, où se distinguaient déjà les *légistes* et les *chevaliers-ès-lois*..

A côté de ces tribunaux s'en trouvaient d'autres, qui prirent une importance de plus en plus grande. Tous les cas de médecine légale ou autres, qui, par quelque point touchaient aux dogmes religieux ou aux commandements de l'église furent jugés par les tribunaux ecclésiastiques ou *Officialités*. D'abord, dans les *Cours de chrétienté*, la juridiction fut exercée par les évêques ou les archevêques. Dès le XII^e siècle, ils instituèrent des *Officiaux* ou juges ecclésiastiques ; au XIV^e siècle, chaque diocèse était pourvu d'une officialité qui se

composait d'un promoteur pour surveiller l'instruction, requérir l'application des peines et former appel des sentences, d'un vice-gérant pour suppléer l'Official, d'un greffier et d'un geôlier pour la prison annexée. Une composition, à peu près semblable, fut adoptée dans les tribunaux du *Saint-Office* créés par la Cour de Rome pour rechercher (*inquirere*) et punir toute atteinte portée à la foi.

Il faut le reconnaître, les moines qui avaient conservé les trésors littéraires de l'antiquité avaient aussi maintenu, dans les cours ecclésiastiques, la tradition du code romain, et le droit canonique perfectionna l'expertise médicale, reconnue indispensable par les jurisconsultes anciens.

Les moines eux-mêmes s'occupèrent de l'étude et de la pratique de la médecine. Les abbés, les supérieurs de couvents, s'aperçurent, bientôt, des conséquences que cela pourrait avoir et demandèrent l'abolition d'études ou soufflait l'esprit malin. Des conciles tenus à Reims (1131), à Latran (1139), à Montpellier (1162), à Tours (1163), puis au XIII^e siècle à Paris (1212), à Latran (1215), défendirent aux moines et religieux l'étude et surtout la pratique de la médecine. Mais l'absence d'écoles et le petit nombre de laïques se destinant à la profession médicale, permirent aux médecins clercs de continuer à exercer jusqu'à la fin du XV^e siècle, ou le cardinal d'Estouteville, chargé par Louis XII, de réformer l'université, permit aux médecins de se marier. Tous ne profitèrent pas de cette liberté, et, jusqu'en 1789, il y eut, en France, des corporations religieuses étudiant et pratiquant la mé-

decine; à cette époque, il y avait, dans certains chapitres, des bénéfices ou des canonicats qui étaient réservés à des gradés en médecine.

Tous ces détails nous paraissent nécessaires pour prouver les changements apportés dans la procédure par le droit canonique, l'importance et la généralisation de celui-ci qui accompagnait l'extension du catholicisme, et surtout ce qu'il faut bien apprécier, l'admirable unité donnée à ce fonctionnement par la Cour de Rome. De là des modifications profondes dans le droit criminel et le droit civil. La religion nouvelle adoucissait les mœurs et apaisait les instincts sauvages et brutaux par l'idée d'expiation et de gradation des peines.

« L'Eglise protège l'enfant et proclame le mariage indissoluble, deux lois tutélaires qui devaient mettre un terme au pouvoir illimité du père proclamé par le droit romain, et faire cesser les scandaleuses débauches des empereurs et des rois.

« Il y a toute une jurisprudence nouvelle fondée sur les décisions des papes et des conciles et réunie en un corps sous le nom de *Décrétales* par Grégoire IX, en 1234. »

Les décrétales s'occupent de l'impuissance, de l'accouchement, de l'opération césarienne, de la légitimité des naissances, des attentats à la pudeur, des crimes contre les personnes. La célélation de la grossesse et l'infanticide deviennent des crimes. Dans tous les cas, on exige contre l'accusé des preuves, l'examen approfondi des faits et on arrive ainsi à l'expertise médico-légale.

Celle-ci, d'ailleurs, avait été établie comme règle

indispensable, en 1507, dans une ordonnance de l'évêque de Bamberg qui servit de base à la constitution criminelle de Charles-Quint.

Avant d'aborder l'étude de la Caroline, il est nécessaire, pour bien apprécier le rôle des médecins aux XVI^e et XVII^e siècles, de se représenter cette sombre période du moyen âge, du XIII^e au XV^e siècle, pendant laquelle le monde catholico-féodal éprouva une crise épouvantable.

Ici, nous nous abriterons derrière deux autorités reconnues et nous ne ferons que citer notre grand historien Michelet et le Dr Calmeil, qui a étudié les manifestations épidémiques de la folie.

« Les premières années du XIV^e siècle, dit Michelet (1), ne sont qu'un long procès. La fin du procès du Temple fut le commencement de vingt autres. Ces hideuses tragédies avaient troublé les imaginations, effarouché les âmes. Il y eut comme une épidémie de crimes. Des supplices atroces, obscènes, qui étaient eux-mêmes des crimes, les punissaient et les provoquaient. »

« Mais les crimes eussent-ils manqué, ce gouvernement de robes longues, de *jugeurs*, ne pouvait s'arrêter aisément, une fois en train de juger. L'humeur militante des gens du roi, si terriblement éveillée par leurs campagnes contre Boniface et contre le Temple, ne pouvait plus se passer de guerre. Leur guerre, leur passion, c'était un procès, un grand et terrible procès, des crimes affreux, étranges, punis dignement par de

(1) Michelet. *Histoire de France*, t. IV. Paris 1879.

grands supplices. Rien n'y manquait, si le coupable était un personnage. Le populaire apprenait alors à révéler la robe ; le bourgeois enseignait à ses enfants à ôter le chaperon devant Messires, à s'écarter devant leur mule, lorsqu'au soir, par les petites rues de la Cité, ils revenaient attardés de quelque fameux jugement. »

« Les accusations vinrent en foule ; ils n'eurent point à se plaindre : empoisonnements, adultères, faux, sorcellerie surtout. Cette dernière était mêlée à toutes ; elle en faisait l'attrait et l'horreur. Le juge frissonnait sur son siège lorsqu'il apportait au tribunal les pièces de conviction, philtres, amulettes, crapauds, chats noirs, images percées d'aiguilles.... Il y avait en ces causes une violente curiosité, un âcre plaisir de vengeance et de peur. On ne s'en rassasiait pas. Plus on brûlait, plus il en venait. »

« On croirait volontiers que ce temps est le règne du diable, n'étaient les belles ordonnances qui y apparaissent par intervalles, et y font comme la part de Dieu.... L'homme est violemment disputé par les deux puissances. On croit assister au drame de Bartole : l'homme par-devant Jésus, le diable demandeur, la Vierge défendeur. Le diable réclame l'homme comme sa chose, *alléguant la longue possession*. La Vierge prouve qu'il n'y a pas *prescription*, et montre que l'autre abuse des textes. »

« La Vierge a forte partie à cette époque. Le diable est lui-même du siècle ; il en réunit les caractères, les mauvaises industries. Il tient du juif et de l'alchimiste, du scolastique et du légiste. »

« La diablerie, comme science, avait dès lors peu de progrès à faire. Elle se formait comme art. La démonologie enfantait la sorcellerie. Il ne suffisait pas de pouvoir distinguer et classer des légions de diables, d'en savoir les noms, les professions, les tempéraments ; il fallait apprendre à les faire servir aux usages de l'homme. Jusque-là, on avait étudié les moyens de les chasser ; on cherche désormais ceux de les faire venir. Cet effroyable peuple de tentateurs s'accrut sans mesure. Chaque clan d'Écosse, chaque grande maison de France, d'Allemagne, chaque homme presque avait le sien. Ils accueillaient toutes les demandes secrètes qu'on ne peut faire à Dieu, écoutaient tout ce qu'on n'ose dire... On les trouvait partout. Leur vol de chauve-souris obscurcissait presque la lumière et le jour de Dieu. On les avait vus enlever en plein jour un homme qui venait de communier et qui se faisait garder par ses amis, cierges allumés.

« Le premier de ces vilains procès de sorcellerie, où il n'y avait des deux côtés que malhonnêtes gens, est celui de Guichard, évêque de Troyes, accusé d'avoir, par engin et maléfice, procuré la mort de la femme de Philippe-le-Bel.

« Le diable, entre autres métiers, faisait celui d'entremetteur. Un moine, dit-on, trouva moyen par lui de salir toute la maison de Philippe le Bel. Les trois princesses, ses belles-filles, épouses de ses trois fils, furent dénoncées et saisies. On arrêta en même temps deux frères, deux chevaliers normands qui étaient attachés au service des princesses. Ces malheureux avouèrent dans les tortures que depuis

trois ans ils péchaient avec leurs jeunes maîtresses « et même dans les plus saints jours ». La pieuse confiance du moyen âge, qui ne craignait pas d'enfermer une grande dame avec ses chevaliers dans l'enceinte d'un château, d'une étroite tour, le vasselage, qui faisait aux jeunes hommes un devoir féodal des soins les plus doux, était une dangereuse épreuve pour la nature humaine, quand la religion faiblissait. Le petit Jehan de Saintré, ce conte ou cette histoire du temps de Charles VI, ne dit que trop bien tout cela.

« Que la faute fut réelle ou non, la punition fut atroce. Les deux chevaliers, amenés sur la place du Martroi, près l'orme Saint-Gervais, y furent écorchés vifs, châtrés, décapités, pendus par les aisselles. De même que les prêtres cherchaient, pour venger Dieu, des supplices infinis, le roi, ce nouveau dieu du monde, ne trouvait point de peines assez grandes pour satisfaire à sa majesté outragée. Deux victimes ne suffirent pas, on chercha des complices. On prit un huissier du palais, puis une foule d'autres, hommes ou femmes, nobles ou roturiers; les uns furent jetés à la Seine, les autres mis à mort secrètement Tous ces bruits effrayaient le peuple. Il aurait voulu apaiser Dieu et faire pénitence. Entre les famines et les banqueroutes des monnaies, entre les vexations du diable et les supplices du roi, ils s'en allaient par les villes, pleurant, hurlant, en sales processions de pénitents tout nus, de flagellants obscènes; mauvaises dévotions qui menaient au pêché

« La bataille de Crécy révéla un secret dont personne ne se doutait, l'impuissance militaire de ce

monde féodal, qui s'était cru le seul monde militaire. Les guerres privées des barons, de canton à canton, dans l'isolement primitif du moyen âge, n'avaient pu apprendre cela; les gentilshommes n'étaient vaincus que par des gentilshommes. Deux siècles de défaites pendant les croisades n'avaient pas fait tort à leur réputation. La chrétienté tout entière était intéressée à se dissimuler les avantages des mécréants. D'ailleurs, les guerres se passaient trop loin pour qu'il n'y eût pas toujours moyen d'excuser les revers; l'héroïsme d'un Godefroy, d'un Richard, rachetait tout le reste. Au XIII^e siècle, lorsque les bannières féodales furent habituées à suivre celle du roi, lorsque, de tant de cours seigneuriales, il s'en fit une seule, éclatante au delà de toutes les fictions des romans, les nobles, diminués en puissance, crurent en orgueil; abaissés en eux-mêmes, ils se sentirent grandis dans leur roi. Ils s'estimèrent plus ou moins selon qu'ils participaient aux fêtes royales. Le plus applaudi dans les tournois était cru, se croyait lui-même le plus vaillant dans les batailles. Fanfares, regards du roi, œillades des belles dames, tout cela enivrait plus qu'une vraie victoire.

L'enivrement fut tel qu'ils abandonnèrent sans mot dire à Philippe-le-Bel, leurs frères, les templiers; ces chevaliers étaient généralement les cadets de la noblesse. Elle fit bon marché des moines chevaliers, tout comme des autres moines ou prêtres. Toujours elle aida les rois contre les papes. Ces décimes arrachés au clergé, sous semblant de croisade ou autre prétexte, les nobles en avaient bonne part. (*Illis autem diebus* (1346) *levabat dominus rex decimas ecclesia-*

rum de voluntate domini papæ... et sic infinitæ pecuniæ per diversas cautelas levabantur, sed revera quanto plures nummi in Francia per tales extorquebantur, tanto magis Dominus Rex de pauperabatur; pecuniæ militibus multis et nobilibus, ut patriam et regnum juvarent et defensarent, contribuebantur, sed omnia ad usus inutiles ludorum, ad taxillos et indecentes jocos contumacites exponebantur. (Continuat. G. de Nangis, p. 108.) Le temps venait pourtant où le noble, après avoir aidé le roi à manger le prêtre, pourrait aussi avoir son tour

« La religion de la noblesse eut dès lors plus d'un incrédule. Le symbolisme armorial perdit tout effet. On commença à douter que ces lions mordissent, que ces dragons de soie vomissent feu et flammes. La vache de Suisse et la vache de Galles semblèrent aussi de bonnes armoiries.

« Pour que le peuple s'avisât de tout cela, il fallut bien du temps, bien des défaites. Crécy ne suffit pas, pas même Poitiers. Cette réprobation des nobles qui s'éleva hardiment après la bataille d'Azincourt, elle est muette encore et respectueuse sous Philippe de Valois. Il n'y a ni plainte, ni révolte; mais souffrance, langueur, engourdissement sous les maux. Peu d'espoir sur terre, guère ailleurs. La foi est ébranlée, la féodalité, cette autre foi, l'est davantage. Le moyen âge avait sa vie en deux idées : l'empereur et le pape. L'empire est tombé aux mains d'un serviteur du roi de France; le pape est dégradé, de Rome à Avignon, valet d'un roi; ce roi vaincu, la noblesse humiliée.

« Personne ne disait ces choses, ni même ne s'en

rendait bien compte. La pensée humaine était moins révoltée que découragée, abattue et éteinte. On espérait la fin du monde ; quelques-uns la fixaient à l'an 1365. Que restait-il, en effet, sinon que de mourir ?...

« Par dessus cette dépopulation trop lente, vint l'extermination, la grande *peste noire*, qui d'un coup entassa les morts par toute la chrétienté. Elle commença en Provence, à la Toussaint de l'an 1347. Elle y dura seize mois, et y emporta les deux tiers des habitants. Il en fut de même en Languedoc. A Montpellier, de douze consuls il en mourut dix. A Narbonne, il périt trente mille personnes. En plusieurs endroits, il ne resta qu'un dixième des habitants.

« Le mal ne commença dans le Nord qu'au mois d'août 1348, d'abord à Paris et à Saint-Denis. Il fut si terrible à Paris qu'il y mourait huit cents personnes par jour, selon d'autres cinq cents. « Comme il n'y avait alors, dit le continuateur de Nangis, ni famine, ni manque de vivres, mais au contraire grande abondance, on disait que cette peste venait d'une infection de l'air et des eaux. On accusa de nouveau les juifs ; le monde se souleva cruellement contre eux, surtout en Allemagne. On tua, on massacra, on brûla des milliers de juifs sans distinction... »

« La peste trouva l'Allemagne dans un de ses plus sombres accès de mysticisme. La plus grande partie de ce pauvre peuple était depuis longtemps privée des sacrements de l'Eglise. Nos papes d'Avignon, pour faire plaisir au roi de France, froidement et de gaieté de cœur, avaient plongé l'Allemagne dans le désespoir. Tous les pays qui reconnaissaient Louis de Ba-

vière étaient frappés de l'interdit. Plusieurs villes, particulièrement Strasbourg, restaient fidèles à leur empereur, même après sa mort, et souffraient toujours les effets de la sentence pontificale. Point de messe, point de viatique. La peste tua dans Strasbourg seize mille hommes, qui se crurent damnés. Les Dominicains, qui avaient persisté quelque temps à faire le service divin, finirent par s'en aller comme les autres. Trois hommes seulement, trois mystiques, ne tinrent compte de l'interdit et persistèrent à assister les mourants : le Dominicain Tauler, l'Augustin Thomas de Strasbourg et le Chartreux Ludolph. C'était la grande époque des mystiques. Ludolph écrivait sa *Vie du Christ*, Tauler son *Imitation de la pauvre vie de Jésus*, Suso son livre des *Neuf Rochers*. Tauler lui-même allait consulter, dans la forêt de Soigne, près Louvain, le vieux Ruysbrock, le *docteur extatique*.

« Mais l'extase dans le peuple, c'était fureur. Dans l'abandon où les laissait l'Eglise, dans leur mépris des prêtres, ils se passaient de sacrements; ils mettaient à la place des mortifications sanglantes, des courses frénétiques. Des populations entières partirent, allèrent sans savoir où, comme poussés par le vent de la colère divine. Ils portaient des croix rouges; demi-nus sur les places, ils se frappaient avec des fouets armés de pointes de fer, chantant des cantiques qu'on n'avait jamais entendus. Ils ne restaient dans chaque ville qu'un jour et une nuit, et se flagellaient deux fois le jour; cela fait pendant trente-trois jours et demi, ils se croyaient purs comme au jour du baptême.

« Les flagellants allèrent d'abord en Allemagne,

aux Pays-Bas. Puis cette fièvre gagna en France, par la Flandre, la Picardie. Elle ne passa pas Reims. Le pape les condamna; le roi ordonna de leur courir sus. Ils n'en furent pas moins, à Noël (1349), près de huit cent mille. Et ce n'était pas seulement du peuple, mais des gentilshommes, des seigneurs. De nobles dames se mettaient à en faire autant.

« Il n'y eut point de flagellants en Italie. Ce sombre enthousiasme de l'Allemagne et de la France du nord, cette guerre déclarée à la chair, contraste fort avec la peinture que Boccace nous a laissée des mœurs italiennes à la même époque. »

Nous n'avons pas la compétence d'expliquer cet état social; nous voulons seulement l'exposer pour permettre de comprendre l'état cérébral du XIII^e et du XIV^e siècle. La folie devint endémique dans tout l'Occident. Elle se montre avec les manifestations des flagellants, puis s'accuse par des affections convulsives comme la choréomanie, la danse de Saint-Guy, la tarentule, la danse macabre.

Dès le XI^e siècle, Vincent de Beauvais signale un exemple de choréomanie, mais elle ne se montra d'une manière épidémique qu'au XIV^e siècle. Elle apparut vers 1374 en Allemagne et en Hollande. Voici comment la décrit Calmeil : « Dans ces deux pays, suivant le témoignage des historiens, beaucoup d'habitants se mettaient nus, ou presque nus, hommes et femmes, au sortir de leurs maisons et se couronnaient de fleurs, parcouraient les rues par bandes, et par intervalles se mettaient à danser jusqu'à extinction des forces physiques sur les places publiques, dans les carrefours,

jusque dans les églises. Plusieurs de ces insensés tombaient, hors d'haleine, sur le sol, dans un état complet d'épuisement; d'autres éprouvaient un ballonnement considérable du ventre, et quelques-uns périssaient de tympanite. Le mal semblait se communiquer et atteindre les spectateurs. Les danseurs étaient considérés comme possédés, et on les traitait par des conjurations et des exorcismes. Des liens fortement appliqués autour de l'abdomen prévenaient quelquefois le danger de la tympanite. » Cette même danse épidémique fait son apparition en Italie dès le XV^e siècle, sous le nom de tarentisme, parce que le vulgaire l'attribuait à la morsure d'une araignée. Baglivi parle des tarentulés : « Pendant qu'ils sont occupés à la danse, ils poussent de longs soupirs, n'ont plus que des sensations et des idées confuses, et ils se comportent avec l'inconvenance des gens ivres. Les uns ont la tête chargée de branchages, de guirlandes, les bras et le cou ornés de feuilles; ceux-ci courent comme des effarés, s'inondent la figure et les mains d'eau froide; ceux-là se vautrent de préférence dans la fange, à la manière des pourceaux; il en est qui demandent à cor et à cri des glaives nus, et qui, tout en pirouettant, s'évertuent à exécuter mille jongleries. »

Nous voici arrivés aux premières années du XV^e siècle. La misère est épouvantable, les famines se succèdent, les épidémies frappent à coups redoublés, le peuple a faim, tous les cerveaux sont excités, le roi de France lui-même, Charles VI, est aliéné.

Tout à coup, après cette extrême souffrance, cette agitation et cette frénésie, Jacques Bonhomme est pris

de désespoir et, au milieu de ses convulsions, il rit de ses malheurs en un rire sardonique, en un rictus effrayant et sauvage qu'accompagnent de grandes danses populaires. C'est la danse des morts ou danse macabre qui s'étend presque en même temps sur la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Voici la belle description qu'en donne Michelet.

Charles VI venait de mourir. « De 1418 à 1422, la dépopulation fut effroyable. Dans ces années lugubres, c'est comme un cercle meurtrier : la guerre mène à la famine, et la famine à la peste ; celle-ci ramène la famine à son tour. On croit lire cette nuit de l'Exode où l'ange passe et repasse, touchant chaque maison de l'épée.

« L'année des massacres de Paris (1418), la misère, l'effroi, le désespoir, amenèrent une épidémie qui enleva, dit-on, dans cette ville seule, quatre-vingt mille âmes. « Vers la fin de septembre, dit le témoin oculaire dans sa naïveté terrible, on mourrait tant et si vite, qu'il fallait faire dans les cimetières de grandes fosses où on les mettait par trente et quarante, arrangés comme lard, et à peine poudrés de terre. On ne rencontrait dans les rues que prêtres qui portaient Notre-Seigneur. »

« En 1419, il n'y avait pas à récolter ; les laboureurs étaient morts ou en fuite : on avait peu semé, et ce peu fut ravagé. La cherté des vivres devint extrême. On espérait que les Anglais rétabliraient un peu d'ordre et de sécurité, et que les vivres deviendraient moins rares ; au contraire, il y eut famine.

« En 1421, même famine et plus dure. Le tueur de

chiens était suivi des pauvres, qui, à mesure qu'il tuait, dévoraient tout, « chair et trippes. » La campagne dépeuplée, se peuplait d'autre sorte ; des bandes de loups couraient les champs, grattant, fouillant les cadavres ; ils entraient la nuit dans Paris, comme pour en prendre possession. La ville, chaque jour plus déserte, semblait bientôt être à eux : on dit qu'il n'y avait pas moins de vingt-quatre mille maisons abandonnées.

« On ne pouvait plus rester à Paris. L'impôt était écrasant. Les mendiants (autre impôt) y affluaient de toute part, et à la fin il y avait plus de mendiants que d'autres personnes ; on aimait mieux s'en aller, laisser son bien. Les laboureurs de même quittaient leurs champs et jetaient la pioche ; ils se disaient entre eux : « Fuyons aux bois avec les bêtes fauves... adieu les femmes et les enfants... Faisons le pis que nous pourrons. Remettons-nous en la main du diable. »

« Arrivé là, on ne pleure plus ; les larmes sont finies, ou parmi les larmes même éclatent de diaboliques joies, un rire sauvage... C'est le caractère le plus tragique du temps, que, dans les moments les plus sombres, il y ait des alternatives de gaieté frénétique.

« Le commencement de cette longue suite de maux, « de cette douloureuse danse, » comme dit le bourgeois de Paris, c'est la folie de Charles VI, c'est le temps aussi de cette trop fameuse mascarade des satyres, des mystères pieusement burlesques, des farces de la basoche.

« Cette apparente gaieté, dans les moments les plus

tristes, n'est pas un trait particulier de notre histoire. La chronique portugaise nous apprend que le roi Don Pedro, dans son terrible deuil d'Inès, qui lui dura jusqu'à la mort, éprouvait un besoin étrange de danse et de musique. Il n'aimait plus que deux choses, les supplices et les concerts, et ceux-ci, il les lui fallait étourdissants, violents, des instruments métalliques, dont la voix perçante prit tyranniquement le dessus, fit taire les voix du dedans et remua le corps, comme d'un mouvement d'automate. Il avait tout exprès pour cela de longues trompettes d'argent. Quelquefois, quand il ne dormait pas, il prenait ses trompettes avec des torches, et il s'en allait dansant par les rues; le peuple alors se levait aussi, et soit compassion, soit entraînement méridional, ils se mettaient à danser tous ensemble, peuple et roi, jusqu'à ce qu'il en eût assez et que l'aube le ramenât épuisé à son palais.

« Il paraît constant qu'au XIV^e siècle la danse devint, dans beaucoup de pays, involontaire et maniaque. Les violentes processions des flagellants en donnèrent le premier exemple. Les grandes épidémies, le terrible ébranlement nerveux qui en restait aux survivants, tournaient aisément en danse de Saint-Guy. Ces phénomènes sont, comme on sait, de nature contagieuse. Le spectacle des convulsions agissait d'autant plus puissamment qu'il n'y avait dans les âmes que convulsions et vertige. Alors les sains et les malades dansaient sans distinction. On les voyait dans les rues, dans les églises, se saisir violemment par la main et former des rondes. Plus d'un, qui d'abord en riait ou regardait froidement, en venait aussi à n'y plus voir;

la tête lui tournait, il tournait lui-même et dansait avec les autres. Les rondes allaient se multipliant, s'enlaçant; elles devenaient de plus en plus vastes, de plus en plus aveugles, rapides, furieuses à briser tout, comme d'immenses reptiles qui, de minute en minute, iraient grossissant, se tordant. Il n'y avait pas à arrêter le monstre, mais on pouvait couper les anneaux; on brisait la chaîne électrique en tombant des pieds et des poings sur quelques-uns des danseurs. Cette rude dissonance rompant l'harmonie, ils se trouvaient libres; autrement, ils auraient roulé jusqu'à l'épuisement final et dansé à mort.

« Ce phénomène du XIV^e siècle ne se représente pas au XV^e. Mais nous y voyons, en Angleterre, en France, en Allemagne, un bizarre divertissement qui rappelle ces grandes danses populaires de malades et de mourants. Cela s'appelait la danse des morts, ou danse macabre. Cette danse plaisait fort aux Anglais, qui l'introduisirent chez nous. »

« Le spectacle de la danse des morts se joua à Paris en 1424, au cimetière des Innocents. Cette place étroite, où pendant tant de siècles l'énorme ville a versé presque tous ses habitants, avait été d'abord tout à la fois un cimetière, une voirie, hantée la nuit des voleurs, le soir des folles filles qui faisaient leur métier sur les tombes. Philippe-Auguste ferma la place de murs, et, pour la purifier, la dédia à saint Innocent, un enfant crucifié par les juifs. Au XIV^e siècle, les églises étant déjà bien pleines, la mode vint parmi les bons bourgeois de se faire enterrer au cimetière. On y bâtit une église; Flamel y contribua et mit au

portail des signes bizarres, inexplicables, qui, au dire du peuple, recélaient de grands mystères alchimiques. Flamel aida encore à la construction des charniers qu'on bâtit tout autour. Sous les arcades de ces charniers étaient les principales tombes ; au-dessus régnait un étage et des greniers où l'on pendait, demi-pourris, les os que l'on tirait des fosses ; car il y avait peu de place, les morts ne reposaient guère ; dans cette terre vivante, un cadavre devenait squelette en neuf jours. Cependant, tel était le torrent de matière morte qui passait et repassait, tel le dépôt qui en restait, qu'à l'époque où le cimetière fut détruit, le sol s'était exhaussé de huit pieds au-dessus des rues voisines. De cette longue alluvion des siècles s'était formée une montagne de morts qui dominait les vivants.

« Tel fut le digne théâtre de la danse macabre. On la commença en septembre 1424, lorsque les chaleurs avaient diminué, et que les premières pluies rendaient le lieu moins infect. Les représentations durèrent plusieurs mois. »

« Quelque dégoût que pût inspirer et le lieu et le spectacle, c'était chose à faire réfléchir, de voir, dans ce temps meurtrier, dans une ville si fréquemment, si durement visitée de la mort, cette foule famélique, malade, à peine vivante, accepter joyeusement la Mort même pour spectacle, la contempler insatiablement dans ses moralités bouffonnes, et s'en amuser si bien qu'ils marchaient sans regarder sur les os de leurs pères, sur les fosses béantes qu'ils allaient remplir eux-mêmes.

« Après une telle exaltation des esprits de l'Occi-

dent, on comprend que la scène pathologique ne pouvait que s'agrandir. Le diable qui n'avait d'abord envahi que les couches inférieures de la société, envahit la société tout entière et du XV^e au XVIII^e siècle, la démonopathie devient la maladie générale contre laquelle sont impuissantes les flammes des bûchers de l'Inquisition et les fureurs des parlements. »

La maladie est partout : en Italie, en France, en Angleterre, en Espagne, en Allemagne. Des centaines de mille de démonomanes périssent sur les bûchers. L'Allemagne fut la terre privilégiée de la sorcellerie. On croit rêver à la lecture de cette lugubre histoire. En 1484, le pape Innocent VIII lança une bulle contre la diablerie des pays germaniques, et deux moines furent nommés inquisiteurs. Dans le seul électorat de Trèves, en quelques années, six mille cinq cents sorciers furent mis à mort. Un siècle plus tard, le mal est encore tel que des prières publiques sont ordonnées dans toutes les églises pour l'expulsion de l'esprit malin. L'épidémie gagna même les cloîtres et les couvents. Peu de communautés religieuses furent préservées, c'est la *possession des nonains* qui s'observa dans le Brandebourg, en Hollande, en Italie et surtout en Allemagne. Au XVII^e siècle, en France et à l'étranger, elles se montrent encore. Nous rappellerons seulement l'histoire des Ursulines de Marseille et de Loudun, des religieuses de Louviers et Ganfridi, d'Urbain Grandier et de Picart.

Au milieu de ce fanatisme religieux, de ce délire général, de la colère inassouvie des parlements et cours de justice, les médecins seuls osent protester et élever la voix pour protéger toutes ces victimes.

Mais, pour mieux comprendre l'intervention des médecins, dont la conduite fut si opposée à celle des magistrats, il est indispensable de se faire une idée du fonctionnement de la justice à ces époques éloignées.

Commençons par *l'organisation judiciaire au moment de la féodalité*.

D'abord, la justice se tint en plein champ, *sous l'orme, sous le chêne, sous l'aubépine*. Là, se réunissaient les hommes libres de l'ager, mais bientôt ces tribunaux ne purent exister à cause de l'absence de sécurité dans les campagnes. Le seigneur rendit alors la justice dans son château. Ce justicier avait des *pri-sons*, des *fourches patibulaires*, les *ceps*, les *grues*, etc. Sous ses ordres, et pour l'aider à exercer la justice, il avait les *sergents* ou *mesgniers*. Ceux-ci cumulaient à la fois les fonctions d'huissiers, de gendarmes, de recors, etc.; c'était de vrais tyrans maudits et détestés. De là, en France, un des motifs de la haine séculaire contre la police; mais d'autres causes de cette haine viennent de l'Inquisition et de la dénonciation qu'elle organisa.

Les seigneurs avaient des assises extraordinaires ou *assises des grands jours*.

On distinguait les cas de haute justice : la trahison, le rapt, l'arson ou incendie, l'*encis* ou *scis* (meurtre de femme enceinte), le viol ou *crime de femme efforcée*. La pénalité était alors dure et barbare.

En Tourraine, le moindre vol domestique était puni de la mutilation. Ceux qui volaient socs de charrue, robes ou menues choses, la première fois on leur coupait l'oreille, la seconde le pied; la troisième fois ils

étaient pendus. A celui qui volait dans un monastère, on crevait les deux yeux. Le prisonnier évadé était puni de mort. Le *patricide* était mis dans un sac de cuir avec un chien, un chat, un singe et une vipère, précipité dans la mer ou dans un fleuve; en Allemagne, on le noyait dans une mare boueuse.

Il y avait même des peines symboliques : on empaillait la femme qui avait tué son enfant ou avait fait avorter le fruit de ses entrailles; certains voleurs avaient le poing coupé; les blasphémateurs avaient la langue percée et étaient marqués au front d'un fer rouge.

Pour le mécréant ou hérétique, la justice laïque, après l'avoir pris, l'envoyait à la cour de l'évêque, et, s'il était reconnu coupable, on le faisait *ardoir* et tous les membres *étaient* au baron. La sodomie ou *bouguerie* était assimilée à l'hérésie. Tous les Albigeois avaient été soupçonnés de ce vice.

Mais ces deux derniers faits montrent l'influence des officialités. Avant qu'il en fut ainsi, il est important de dire comment la juridiction des employés royaux se substitua aux justices seigneuriales et féodales. On comprendra ainsi la prépondérance des procédures ecclésiastiques qui remplacèrent les formes accusatoires et orales par la forme inquisitoriale, les épreuves du moyen âge par les preuves légales.

Au début, le souverain n'était que le *primus inter pares*.

Il y avait trois corps dans l'Etat : le clergé, la noblesse, les communes.

Philippe le Bel chercha à les réunir sous le nom

d'Etats généraux. Ce prince eût le premier un pressentiment de l'unité nationale, ce fut un précurseur de 1789.

Tous les efforts des légistes de Philippe le Bel à François I^{er} eurent pour but de renverser le droit féodal, afin de mettre en évidence ce principe : que toute justice émane du roi. Aussi, toutes les transformations de la royauté s'accompagnent de changements dans l'organisation judiciaire.

Il y eut d'abord des *baillis*, des *prévôts*, des *procureurs* et *avocats du roi*.

Les *baillis*, créés par Philippe-Auguste, sont le type des magistratures provinciales. Ils étaient officiers militaires, juges et comptables : on ne saurait mieux les comparer qu'aux officiers des bureaux arabes de notre époque, ou mieux ce qu'ils furent il y a 15 ou 20 ans. Le bailli tenait des assises tous les trois mois.

Les *prévôts* s'occupaient des affaires de la terre ; au-dessous d'eux étaient les sergents.

Puis vinrent les parlements : il y avait, outre le *Parlement de Paris*, l'*Echiquier de Normandie*, les *Grands-Jours de Troies*, le *Parlement de Toulouse*, des *Dombes*, etc.

Tout en organisant ainsi la justice, la royauté prit aussi des mesures qui modifièrent les procédures féodales. D'abord contre les guerres privées, Saint-Louis édicta la *quarantaine-le-roy*, qu'il fallut rétablir en 1353, et alors le clergé et les communes qui désiraient maintenir l'ordre public soutinrent la royauté. Dès le XIII^e siècle, les conciles et les papes défendirent les *ordalies* et le *duel judiciaire*. Dans une cour féo-

dale, chaque juge disait son avis à haute voix, était tout à coup interpellé par la partie menacée d'être condamnée et contre laquelle il devait maintenir son opinion les armes à la main. La plupart de ces réunions populaires justifiaient le nom qu'elles avaient reçu de *cohues*. Dans toute cause, il y avait demandeur et défendeur ou accusateur et accusé. Sauf dans le cas de *haro* ou clameur publique : c'était le flagrant délit et alors le juge jugeait sans enquête. Aussi, tous les légistes frappés de l'abus de la publicité et de l'oralité demandèrent la procédure inquisitoriale et quand ils obtinrent l'information secrète et le jugement à huis-clos, ils considèrent ces modifications comme des progrès de la civilisation.

La *procédure canonique*, à ses débuts, eut surtout pour but d'éviter les guerres privées et les vengeances. Pour y arriver, l'Église eut recours à la dénonciation qu'elle préféra à l'accusation. Mais les procès augmentèrent alors et il fallut créer un plus grand nombre d'officialités. Cependant, la juridiction restait uniforme, il s'établissait une même jurisprudence, grâce aux décisions du Tribunal suprême de la Santa-Rota, et aux décrétales. On conçoit combien cette uniformité dans les lois devait contraster avec les différents droits coutumiers et appeler l'attention des jurisconsultes de l'époque.

Plus tard, avec le développement de la magistrature influencée par les officialités, il y eut des *procès réglés* à l'extraordinaire, c'est-à-dire que l'on y fit usage de la *gêhenne* ou torture. Elle fut employée en France vers le commencement du XIII^e siècle. Le secret dans

les informations et l'application de la torture érigés en lois générales furent fixés par l'ordonnance de 1478, due à Louis XII. Du XIII^e au XVII^e siècle, la magistrature ne se préoccupa que des questions de procédure, et soutint une véritable guerre contre le diable et les sorciers. La plupart des écrits dus à des magistrats de cette époque reflètent la préoccupation générale.

L'un, Nicolas Remigines, conseiller du duc de Lorraine, au XVI^e siècle, fait brûler en quinze ans une centaine de sorciers et s'en vanta dans son traité de la Démonolatrie.

Un autre, Jean Bodin, favori de Henri III, procureur du roi à Laon, dresse l'inventaire de la monarchie diabolique avec les noms et surnoms de 72 princes et de 7,405,926 diables. Dans son livre sur la démonomanie, il prouve que les loups ne sont que des hommes, ordinairement des magiciens et des sorciers qui ont pris la forme d'un animal.

On distinguait alors : l'*incube*, incubus, le démon qui prenait la figure d'un homme pour avoir commerce avec une femme endormie et le *succube* ou démon qui jouait le rôle de femme. Les incubes étaient en plus grand nombre.

Leur réalité ne faisait pas plus de doute pour les magistrats que pour les ecclésiastiques. Saint Thomas d'Aquin s'était longuement occupé d'eux, et on sait quelle influence l'auteur de la *Summa théologie* a eu alors.

Ce qu'il y a de curieux c'est que Bodin décrit minutieusement la cohabitation et les rapports des femmes avec les incubes. Il y a toujours, dit-il, au milieu de ces

hideux transports un sentiment de froid et d'horreur, et « dans ces copulations qui ne sont, ni illusions, ni maladies » les rapports sexuels diffèrent des rapports ordinaires par la *Semine frigido*. Ce qui caractérise uniquement l'œuvre du démon, dit Bodin, c'est : *Semen frigidum*.

Un autre caractère était l'odeur infecte exhalée par le diable et qu'il communiquait à ceux qu'il visitait. De là le proverbe : puer comme le diable. Bodin n'hésite pas à dire que, dans ces conditions, les femmes ont l'haleine puante. De ce commerce naissaient les *monstres* et on s'imagine tous les graves procès qu'ils entraînaient.

C'étaient encore des rapports sexuels qui caractérisaient le *sabbat* et les *mœurs des sorcières*. Il semble même que la sorcellerie n'eut pour objet que la débauche. Après les guerres, la famine, tous ces malheurs et ces vexations dont fut abreuvé le peuple au moyen âge, on dirait qu'il fut en proie à un accès de priapisme. La dépravation morale fut à son comble. En 1609, Filesac, Dr en Sorbonne et auteur de statistique démoniaque, disait que les sorciers étaient plus nombreux que les prostituées. Il y en avait dans tous les rangs de la société et il affirmait que les proxénètes et les filles de joie étaient en plus grand nombre que les mouches en été. Les sorciers pratiquaient souvent la castration magique et enlevaient la puissance du sexe, d'où la fréquence des *nouveurs d'aiguillettes*.

Dans tous les procès, l'instinct génital est en jeu. Voici un fait raconté par Bodin, et qui s'est passé à Lyon :

« Une *damoiselle* était couchée avec son amant : celui-ci ne dormait pas. La fille se lève sans bruit, allume une chandelle, prend une boîte d'onguent et s'en frotte tout le corps ; après quoi, elle est « transportée. » Le galant se lève ensuite, se sert de la même graisse comme il a vu sa ribaude s'en servir et prononce les paroles magiques qu'il a retenues. Il arrive au sabat sur les pas de cette fille : mais sa frayeur est si grande, à la vue des diables et de leurs hideuses postures, qu'il recommande son âme à Dieu. « Toute la compagnie disparut, dit Bodin, et lui se trouva *seul*, tout nud, qui s'en retourna à Lyon, où il accusa la sorcière, qui confessa et fut condamnée à être brûlée. »

Tout cela ne semble-t-il pas fantastique, étrange, inconcevable sous la plume d'un procureur du roi. Le crime de bestialité était fréquent à cette époque et les peines les plus rigoureuses frappaient le coït de l'homme avec les animaux. Il y a nombreux arrêts aux XVI^e et XVII^e siècles. En 1546, un nommé Guyot fut condamné, par le Parlement de Paris, à être pendu, puis brûlé vif avec une vache sa complice. Quelques années après, Jean de la Salle fut brûlé avec une ânesse, qu'on eut soin d'assommer avant de la jeter aux flammes avec lui. A Chartres, en 1606, une chienne subit le même supplice, pour le même crime.

De même on jugea les animaux qui se rendaient coupables de meurtre ou devenaient les fléaux d'un pays.

Les faits qui suivent sont empruntés au mémoire de M. le professeur Lacassagne.

En 1336, à Falaise, une truie avait tué un enfant et commencé à le dévorer. Le juge la condamna à périr

par le glaive. Comme elle avait rongé un bras et une partie de la tête de l'enfant, on lui coupa une patte et elle fut mutilée au « visage. » Puis, avant de la conduire au supplice, elle fut recouverte de vêtements d'hommes, et suivant l'usage, le bourreau reçut pour sa peine et salaire dix sols et une paire de gants.

En 1587, on intente un procès contre des insectes qui ravageaient un champ près de Saint-Jean-de-Maurienne. Les insectes furent condamnés. En 1543, il y eut un arrêté des consuls et échevins de Grenoble qui demandent qu'on excommunie les limaçons et les chenilles. En 1585, le grand vicaire de Valence, dans une sentence, enjoint aux chenilles dont le pays est infecté de déguerpir du diocèse. M. Benoît St-Prix a relevé 80 condamnations à mort ou excommunications prononcées de 1120 à 1741, contre toute espèce d'animaux, depuis l'âne jusqu'à la sauterelle.

Et, cependant, à la même époque et comme pour faire opposition à ces faits, il est permis de noter des actes un peu plus sensés. C'est ainsi que le 30 août 1566. — Sentence du prévôt de Paris par laquelle il est enjoint aux apothicaires jurés « de se trouver deux fois l'an, selon les arrêts du Parlement, les jours qui leur seront assignés par deux docteurs de la Faculté de médecine choisis par elle, pour procéder à la visite des drogues, dans les boutiques des apothicaires. » (1)

En 1576. — Statuts de la Faculté de médecine de Lyon en quatorze articles, confirmés par édits et tendant au même but.

(1) Denis Puyton. *Statuts de la Faculté de Médecine*, t. III. p. 3.

Le 5 juin 1532, le Parlement de Bordeaux, sur le danger de peste survenu en ladite ville, ordonne la visite des boutiques d'apothicaires par les médecins Gabriel Tivraque et Antoine Podio. (Bibliothèque nationale de Paris. — Sérilly, 395).

En avril 1564, les consuls de Lasseneuil en Agenois souscrivent une somme de trois cents écus d'or pour rémunérer Bernard Canot, maître chirurgien, qui s'était dévoué pour soigner les habitants de cette ville, malades de la peste.

On voit par là ce que devait être l'esprit de la magistrature. Les jurisconsultes d'alors avaient une instruction littéraire aussi complète que leur religion était sincère et leur foi profonde, mais ils manquaient absolument de toute étude scientifique dont les éloignait d'ailleurs la tendance même de leur esprit. Pénétrés du droit romain, ils apportèrent plus de soins à l'étude du droit civil que dans le perfectionnement du droit criminel. Que pouvaient-ils faire de mieux que de copier les procédures ecclésiastiques ?

La divinité était introduite dans toutes les causes et elle servait à couvrir toutes les injustices : peuple et juges avaient même ignorance et mêmes passions, comme si les hommes ne pouvaient qu'être méchants quand ils ne sont pas instruits. Il faut le dire, à l'honneur de la profession médicale, ce sont les travaux et les témoignages des médecins et non les écrits des législateurs ou les décisions des tribunaux de justice qui ont les premiers osé attaquer ces grossières erreurs.

Nous allons assister au commencement de la lutte, que continueront les médecins et les philosophes du

XVIII^e siècle. Mais la fonction de ces grands esprits de la première heure fut plutôt de détruire l'erreur que de rechercher la vérité.

C'était le moment de la Renaissance. Il y eut comme une fermentation et une agitation de la pensée humaine. La médecine se perfectionnait et les études de droit devenaient plus sérieuses. Dès 1374, la Faculté de Montpellier obtint du pape l'autorisation d'ouvrir des cadavres humains (1) et bientôt l'anatomie se constitua grâce aux travaux de Vésale, d'Ingrassias, d'Eustache, de Fallope, de Varole et d'Arantius. Les universités se créent sur tout le territoire. A Montpellier, il y eut une école de droit remarquable, illustrée par Duranti et Placentinus. Cette ville était en relations plus fréquentes avec Séville et Cordoue qu'avec le reste de la France ; on y enseigna, pour la première fois, le droit civil alors qu'il était interdit à Paris. C'est par elle que nous reçûmes tous les fruits de la civilisation arabe, qui était alors à son apogée. Les Arabes avaient découvert l'alchimie qui contenait

(1) A quelle époque a-t-on commencé à pratiquer les autopsies médico-légales ? On suppose, dit M. Tourdes, que, vers le milieu du XVI^e siècle, la dissection des blessures était usitée comme moyen d'exploration et que des ouvertures de corps se pratiquaient au commencement du XVII^e siècle. A. Paré, en 1575, parlant d'écume qui se trouvait dans les voies respiratoires d'un enfant étouffé, dont les autres organes étaient sains, semble se prononcer d'après une véritable autopsie. Fortunatus Fidelis, en 1602, recommande la section du cadavre dans les empoisonnements, et Welsch, d'après Siébolo, établit comme règle, en 1660, l'ouverture des corps dans les cas de mort violente. — En 1308, le sénat de Venise commandait d'ouvrir chaque année un cadavre, et déjà, en 1314, parut l'anatomie de Mondinius.

les germes de la chimie moderne, ils avaient inventé l'algèbre et ces chiffres qui portent leur nom qui ne furent adoptés par notre Cour des comptes qu'au XVII^e siècle. Mais, il faut le reconnaître, toutes les universités n'étaient pas aussi florissantes et quelques-unes ne se maintenaient que par la facilité avec laquelle elles accordaient des grades : entre « autres celle d'Orange, d'où le nom de jurisconsultes à la fleur d'orange aux bacheliers ou licenciés qui sortaient de cette école. »

Jusqu'au XVI^e siècle, les médecins, chirurgiens, sages-femmes et matrones donnèrent des avis sur des faits médicaux. Cet usage était mis en pratique déjà depuis le XIV^e siècle, ainsi que le prouvent quelques cas que nous allons rapporter.

Le 31 juillet 1332, maistre Henri Tristan Sirurgien, institué et député en lieu de mestre de Vailli, le mire juré, constate le péril, hors de mort et de méhaing, de Ponce de Cauderon, navré d'une plaie en la teste. — Le même Tristan fait semblable rapport sur la plaie, faite à la teste de Jehanne la Meresse, par Guy Boin, clerc du Roi. — C'est aussi en remplacement de mestre Jehan de Vailli, le mire juré, que Tristan déclare avoir vu, visité, tasté le corps Jehannin de Troies, mort sans casseure, froisseure, blesseure et sans aucun coup, mais enlevé par une maladie apportée au servel, qui est appelée, en l'art de sirurgie et de médecine apopélaicie, et laquelle s'est épurgée, par les narines, oreilles et bouche, puis la mort, le 25 août 1332, le mardi après la Saint-Barthélemy, apostre (1).

(1) Ch. Desmaze. *Histoire de la Médecine légale*, Paris 1880. p. 11.

Le 13 juillet 1333, Jacqueline la Grière, chandelière, est arrêtée, sur la dénonciation de Guillaume Bellechaire et de Jehannette, sa fille, âgée de dix ans, laquelle avait été livrée à un Lombard, prise de force par celui-ci, aidé de la dite Jacqueline. Les matrones, après avoir visité la victime, firent le rapport par lequel, après serment, Mabilie la Ventrière, Emeline Dieu la voie déclarèrent qu'elles ont vu, visité, tasté regardé et manié bien et diligemment, en la manière qu'il appartient en tel cas être fait, la dite Jehannette, par tous les lieux où il appartenait regarder et visiter; laquelle Jehannette fut, par elles, trouvée déflorée et percée tout outre et si vilainement appareillée, que c'est et estoit horrible chose à regarder, et estoit corrompue, tout outre et laidement blessée, dessirée, en touz sa nature (1). La prévenue fut brûlée : Le supplice du feu était prononcé contre les coupables d'attentats aux mœurs, de crimes contre nature ou commis sur des animaux.

Le 10 décembre 1337, à Saint-Martin-des-Champs, devant le maire, maistre Pierre de Largentière, mire chirurgien juré, déclare avoir vu, visité, tasté, regardé, cherché, manié par tous les membres, conduits, entrées du corps, Jehannot de Paci, vallet, boucher, mort de mort naturelle, sans présenter perseure, froisseure, briseure, casseure, et sans aucun sang ou plaie (2).

Le 16 décembre 1337, Richard Langlès, chandelier,

(1) Ch. Desmaze. *Loc. cit.*, p. 12.

(2) Ch. Desmaze. *Loc. cit.*, p. 14.

frappé à la panilière (bas-ventre) de coups de pieds, par Picard, est gisant au lit, les pieds ne pouvant porter le corps, maistre P. de Largentièrre, mire juré, rapporte le péril hors de mort.

Le 28 février 1330, Pierre de Largentièrre, mire juré de la terre et juridiction de Saint-Martin-des-Champs, de Paris; après avoir vu et visité, regardé en la manière qu'il appartenait à l'art de la sirurgie, Jehan de Meudon, navré en la teste et batu de coups orbes, par plusieurs parties du corps, entour les yeux et les jambes, rapporte péril hors de mort et non de méhaing, *quant à présent* (1).

Le 14 juin 1338, on expose sous l'orme, au lieu accoutumé, pour montrer au peuple et au mire juré de la cour, le cadavre de Huguelin, trouvé noyé au puits de Leberruier; maistre de l'Argentièrre, après visite, ne trouve aucune plaie mortelle, de nécessité, anicoy estait mort pour cause du fait de cheoir dedans le puits, où il estoit cheu, par quoy la cervelle lui estoit esmeue et froissée (2).

Le 10 août 1343, on apporte, sous l'orme accoutumé, Jehan Le Rous, paletrier, rue Quequempois, lequel s'était pendu de ses lanières, par le col, et étranglé, étant tout fol et hors de sens (3).

Le 23 février 1338, Eudelot la Picarde accuse son maistre Guillaume Damour, de l'avoir deux mois auparavant, de force et avec menaces de mort, violée, car elle était avant ce temps, pucelle et sans aucune

(1) Ch. Desmaze. *Loc. cit.*, p. 15.

(2) Ch. Desmaze. *Loc. cit.*, p. 16.

(3) Ch. Desmaze. *Loc. cit.*, p. 17.

diffamé. La plaignante ne sachant par qui prouver son dire, l'inculpé fut absous, pour ce que elle ne poursuivait onques sa dénonciation (1).

Dans d'autres procès, on trouve des désignations de médecins, de chirurgiens et de sages-femmes. « Les nominations d'experts pour examiner les blessures, les instruments du crime, les poisons, étaient en usage au XIV^e siècle comme aujourd'hui. »

Requis par les magistrats, ils procédaient à des vues ou visites. Ces rapports devinrent de plus en plus fréquents et, dans la pratique, ils finirent par former ce qu'on appelait : l'art des rapports en justice.

La forme des rapports fut réglée par les ordonnances de 1670 et de février 1692. Auparavant, on voit que les médecins étaient tout d'abord interrogés si la victime était ou non en danger de mort, s'il y aurait ou non mutilation, perte d'un membre, incapacité de travail personnel de moins ou de plus de vingt jours, comme s'expriment, de nos jours, les lois pénales. Les rapports des physiciens, médecins, sages-femmes, énoncent l'appréciation, le diagnostic en quelques mots, disent si la mort est volontaire ou criminelle, ou si elle doit être attribuée à une maladie. Il n'apparaît pas qu'il y ait de contre-expertise, en présence du rapport émanant du médecin commis ou de son suppléant. Le Parlement, les Châtelets, les Baillages avaient leurs médecins, chirurgiens, matrones, apothicaires jurés, qui examinaient souverainement les questions à eux posées par les magistrats. L'exa-

(1) Ch. Dermaze. *Loc. cit.*, p. 15.

men des femmes semble avoir été exclusivement réservé aux matrones jurés et non aux mires jurés; c'est là du moins ce qui résulte de l'examen des procédures criminelles parvenues jusqu'à nous. Comme les nobles seuls et les soldats portaient des armes, défendues aux manants, ces derniers frappaient avec leurs couteaux, avec leurs bâtons, avec leurs poings, avec leurs pieds. Le rapport du médecin commis était souvent déposé dans les trois jours, au plus tard dans la quinzaine, délai souvent nécessaire pour conclure soit au péril de mort et de méhaing, soit à la perte du membre, soit au genre de mort (1).

C'est en France que parut, en 1575, le premier ouvrage sur la médecine légale; il est publié par Ambroise Paré, sous ce titre : *Des rapports et des moyens d'embaumer les corps morts*.

Ambroise Paré, dans son livre vingt-septième, intitulé : *Des Rapports*, s'adresse ainsi aux jeunes chirurgiens : « Il reste à présent à instruire le jeune chirurgien à bien faire rapport en justice, lors qu'il y sera appelé, soit pour la mort des blessés ou impotence, ou déprauation de l'action de quelque partie, en ce il doit estre caut, c'est-à-dire ingénieux à faire son pronostic, à cause que l'eunement des maladies est le plus souvent difficile, ainsi que nous a laissé par escrit Hippocrate, au commencement de ses aphorismes, à raison principalement de l'incertitude du sujet sur lequel l'art de chirurgie est employé. Mesme le premier et principal point est qu'il ait une bonne âme,

(1) Desmaze. *Loc. cit.*

ayant la crainte de Dieu deuant ses yeux, ne rapportant les playes grandes petites, ny les petites grandes par faueur ou autrement: parceque les Iurisconsultes iugent, selon qu'on leur rapporte. » (1)

Ambroise Paré indique par quels signes on peut juger les maladies, et donne aux jeunes chirurgiens des modèles de rapports :

Exemple de rapport d'un enfant estant estouffé

« Il y a grande apparence que le petit enfant mort aura esté estouffé par sa nourrice, qui se sera endormie sur luy en l'allaitant, ou autrement par malice, si le dit enfant se portoit bien, et ne se plaignoit de rien au précédent: s'il a bouche et le nez plein d'escume: s'il a le reste de la face non palle et blaffarde, mais violette et comme de couleur de pourpre: si ouuert est trouué auoir les poulmons pleins comme d'air escumeux. » (1)

Peu de temps après, paraissent en Italie et sur le même sujet les ouvrages de Codronchi et de Fortunatus Fidelis (1598). Plus tard, de 1621 à 1658, en Italie, Zacchias publie ses dix livres de *Questiones medico legales*, dans lesquels, tout en se plaçant au point de vue du droit canon, il soulève tous les problèmes de médecine judiciaire.

Avec cet essor de la science, il n'est pas étonnant de commencer à entendre les plaintes des médecins.

(1) Œuvres d'Ambroise Paré, par Malgaigne, 1840, *Des Rapports* p. 651

(1) Œuvre d'Ambroise Paré, par Margaigne, 1840, p. 658.

Pigray raconte que le parlement de Paris le chargea, en 1589, avec quelques médecins du roi Henri III, de « voir et visiter quatorze personnes, tant hommes que femmes, qui étaient appelantes de la mort, pour être accusées de sorcellerie..... Nous n'y reconnûmes que des pauvres gens stupides, les uns qui ne se souciaient de mourir, les autres qui le désiraient. Notre avis fut de leur bailler plutôt de l'hellébore pour les purger, qu'autre remède pour les punir. La cour les renvoya suivant notre rapport (1). »

Peu de temps après, un autre chirurgien célèbre, Fabrice de Helden, s'élevait contre les tortures.

En 1564, le médecin Jean de Weger écrit un livre ayant pour titre : *de prestigiis daemonum*. Ce livre est dédié à l'empereur d'Allemagne. Il supplie ce monarque de ne pas immoler les sorciers innocents des crimes qu'on leur reproche : « Il y a des femmes mélancoliques, dit-il, qui peuvent faire ce qu'elles ne font pas. »

En 1625, Gabriel Naudé s'élève contre les superstitions dans sa célèbre apologie des grands personnages soupçonnés de magie.

Cependant, à cette époque, de temps à autre, dans les écoles ou les académies, on discutait la question des incubes et des succubes.

Cette thèse bizarre fut discutée une dernière fois, en France, dans les conférences du célèbre Bureau d'adresse que le médecin Théophraste Renaudot — l'inventeur du journalisme — avait établies à Paris pour

(1) Lacassagne, loc. cit., p. 11.

tenir tête à l'Académie française et à la Faculté de médecine. Ces conférences se tenaient une ou deux fois par semaine au Bureau d'adresse, rue de la Calandre, dans la Cité. Le 9 février 1637, un curieux de la nature déposa cette question sur le bureau : Des incubes et des succubes, et si les démons peuvent engendrer ? Deux orateurs soutinrent la réalité du phénomène. Deux autres, deux médecins, combattirent cette théorie. L'un d'eux expliqua le cauchemar, en montra les causes et les effets, montra l'absurdité de l'hypothèse diabolique, et donna aux assistants le conseil hygiénique de ne pas se coucher sur le dos et de se garder des périls de l'imagination voluptueuse.

Les ouvrages sur la médecine légale devenaient plus fréquents : il paraissait des traités sur les rapports, à Angers (par Gendry), à Lyon (par Blegny, en 1684), et surtout celui de Devaux qui eut un grand nombre d'éditions et renferme des documents intéressants.

Avant Voltaire, un médecin du roi, M. de Saint-André, indique très bien les causes de la superstition dans ses *Lettres au sujet de la Magie, des Maléfices et des Sorciers* (Paris, 1725). Il montre que les incubes et les succubes n'ont d'autre fondement que le rêve et l'imagination blessée, et quelquefois l'artifice des hommes.

Il n'en était pas ainsi en Allemagne, où, malgré le perfectionnement de la médecine légale, dont nous allons parler, les idées des médecins étaient tournées vers le mysticisme.

C'est en 1599 que Libavius publiait son livre : *De cruentatione cadaverum*. En 1711, Valentinus dans ses

Pandectes médico-légales, s'occupe des signes de sorcellerie, décrit le sabbat et montre tout ce que le diable a le pouvoir d'y faire.

Frédéric Hoffmann étudie des questions semblables : *De potentia diaboli in corpore*. Il y eut alors, de 1730 à 1735, en Allemagne, une véritable épidémie de vampirisme.

En 1781, Pleuck, dans ses éléments de médecine et de chirurgie légales, donne les signes médico-légaux de la démonie et de la magie et ce livre eut une troisième édition en 1802.

Cependant, comme nous allons le montrer, l'organisation de la médecine légale était supérieure en Allemagne à celle de la France et des autres pays.

En 1507, Jean de Schwartzemberg, chancelier de l'évêque de Bamberg, rédigea pour ce prince une ordonnance de procédure et de droit pénal. Elle fut acceptée dans presque toutes ses dispositions par Charles-Quint, qui était monté sur le trône en 1521. Il fit voter cette ordonnance en 1532 par la diète de Ratisbonne.

C'est, en effet, après cette époque, c'est-à-dire du XVI^e au XVIII^e siècle, que se placent de nombreux ouvrages allemands. Pendant le XVII^e siècle : Hernigk, Aman, Welsch, Sebis, Suewus, Sittmann et Behrens écrivirent sur les connaissances médico-légales. En 1682, la docimasie fut de bonne heure mise en usage par Schreger, après que le « surnagement » du poumon eût été indiqué par Swammerdam, en 1667.

La *Caroline* est le premier document portant organisation de la médecine judiciaire. D'après les

articles 147 et 149, celle-ci est regardée comme indispensable à la justice ; dans d'autres articles, il est dit que les peines doivent être proportionnées aux effets physiques et constatés des crimes et des délits. La constitution Caroline en rendant nécessaire l'intervention du médecin dans certains cas déterminés avait créé une organisation médicale judiciaire satisfaisante. Les experts furent choisis parmi des hommes compétents et d'une moralité reconnue ; leurs rapports pouvaient être contrôlés par des collègues supérieurs ; la médecine légale fut enseignée dans les universités ; et au XVIII^e siècle de nombreuses publications ou des traités spéciaux rendaient compte des décisions des universités, des arrêts des tribunaux civils ou ecclésiastiques.

Parmi les auteurs allemands qui, au XVIII^e siècle, ont écrit sur des points spéciaux de médecine légale, nous citerons : Schulze (1733) et Bohmer (1745), sur la nécessité de la ligature du cordon ombilical ; Büttner (1771), Plenck (1785) et Hahnemann (1786), sur les poisons. En 1779, J.-S. Franck s'était déjà occupé de la police médicale.

La Caroline précéda de quelques années l'ordonnance promulguée à Villers-Cotterets par François I^{er}.

En 1603, Henri IV autorisa son premier médecin, Jean de la Rivière, à nommer par commission, dans toutes les bonnes villes de juridictions du royaume, deux personnes de l'art, de médecine et de chirurgie, de la meilleure réputation, probité et expérience, pour faire les visites et rapports en justice.

Toutefois, la législation se perfectionnait de plus en

plus, grâce aux travaux d'éminents juriconsultes tels que Damoulin, Cujas, Lhôpital, Antoine Loisel. Sous Louis XIV, une grande réforme législative allait se produire. Plusieurs ordonnances importantes préparèrent *les ordonnances civiles* ou *code Louis* (la première le 20 avril 1667), qui constitue certainement le travail le plus important entre le code de Justinien et celui de Napoléon. Une organisation judiciaire uniforme allait s'étendre à tout le pays, selon le principe que toute justice émane du roi.

Dans l'ordonnance de 1670, titre 5, l'article 3 s'exprime ainsi : « Voulons qu'à tous les rapports qui seront ordonnés en justice assiste au moins un des chirurgiens commis de notre premier médecin, ès-lieu où il y en a, à peine de nullité des rapports. » Mais les abus continuant à être très nombreux, il fut créé, en 1692, des offices héréditaires de médecins et de chirurgiens royaux, deux dans chaque ville importante, sous le nom de conseillers médecins ordinaires du roi, et un dans chaque petite ville du royaume avec le titre de chirurgien juré. Ils devaient faire, exclusivement à tous autres, les rapports de visitation, dénonciation de corps morts, blessés, frappés, mutilés, prisonniers ou autrement.

Toutes ces charges étaient héréditaires et vénales ; les héritiers en trafiquaient. Plus tard, elles purent être rachetées par les collèges des médecins et des chirurgiens des villes, qui les possédaient en commun et les faisaient exercer par quelques-uns d'entre eux choisis annuellement. Il faut encore constater que l'édit de 1692 et un arrêt du Parlement de Paris

(10 mars 1728) maintint à ceux qui n'étaient ni médecins ni chirurgiens royaux, le droit de faire « des rapports dénonciatifs à la requête des parties qui n'ont point formé d'action » (1).

Il ne nous reste plus qu'à signaler les dernières réformes dues à la monarchie. Louis XVI abolit le servage (8 août 1773), la question préparatoire, puis la torture le 13 mai 1780. C'était les signes précurseurs de la grande Révolution sociale qui allait se produire à la fin du XVIII^e siècle.

Nous voici à la fin de la deuxième période :

Elle est dominée, comme nous l'avions dit, par la cité, c'est-à-dire les règlements locaux, le droit romain et surtout par l'influence du catholicisme.

Les trois faits qui nous intéressent au point de vue de la médecine légale : les capitulaires de Charlemagne, la Caroline et l'ordonnance de Louis XIV de 1670, consacrent des dispositions du droit canon et constituent une procédure criminelle dans laquelle on fait intervenir le médecin.

(1) Dans les statuts des métiers de la ville de Saint-Quentin, recueillis par M. Quentin-Rohart, conseiller du roi en ladite ville (1696), on trouve les engagements que prenaient les sages-femmes en entrant en charge et en prêtant serment; l'un des serments était celui-ci : « Quand vous délivrerez quelques filles ou femmes veuves, qui se seront laissé surprendre, vous les exhorterez, pendant les maux de l'accouchement, de vous dire et déclarer le véritable auteur de leur grossesse et vous nommer le père de l'enfant, pour en faire votre rapport en justice. Quand vous délivrerez quelque fille ou femme étrangères en tel endroit de la ville, faubourg et banlieue que ce soit, vous avertirez messieurs de la ville ou leur lieutenant. » (Ch. Desmaze, loc. cit.)

CHAPITRE III

TROISIÈME PÉRIODE OU PÉRIODE POSITIVE

Dans la troisième période ou période *positive*, tous les travaux qui vont se produire sont marqués au coin du nouvel esprit scientifique : on ne s'occupe pas des causes d'un phénomène, mais on cherche les lois suivant lesquelles il se produit. Ce mouvement se passe entièrement en France.

Avant d'aller plus loin, nous croyons intéressant de rapporter la relation d'un cas d'infanticide en 1707, et que nous trouvons dans le livre de M. Desmaze.

« Cejourd'hui 14^e juin 1707, j'ai soubssigné Anthoine Aubert, mestre chirurgien du faubourg de Sissonne, expert nommé d'office, certifié à tous qu'il appartiendra qu'en vertu de la requeste de Monsieur le Procureur d'office de la Justice de la Selve par exploit à moy donné cejourd'hui par Jean Douay, sergent à la dite

Justice, après serment par moy prêté par devant Monsieur le lieutenant en la dite Justice pour procéder à la visite d'un petit cadavre ché Ponce Charpentier, charon, demeurant au dit lieu, où j'ay mesme transporté. Et ayant veüe et visité le dit cadavre nouveau né provenant de la couchement de Elizabeth Charpentier, fille du dit Ponce Charpentier, demeurant au dit lieu, j'aurais remarqué au dit cadavre la teste toute fracturée avec lividité exputescite ce que j'ay croix que la chose est arrivé dans la couchement soit qu'il ait été trop fort longtemps au passage ou quelle ait esté accouché trop rudement comme n'y ayant personne cognoissant à l'opération. Et certifie que le petit enfant est entre sept à huit moy, suivant la grosseur. Et ayant fait l'ouverture de la poitrine j'ay n'ay trouvé aucung épanchement de sangs n'y dans le cœur. Ce quy est dessus j'ay certifié est véritable fait ce jour et au susdit signé Aubert, chirurgien ».

(Affaire fille Poncelet-Charpentier de la Selve. — Infanticide (1707) et grossesse célée).

De l'ignorance des régions du corps, et du parcours des artères naissent des accidents, dont les plaignants demandent réparation.

Jeanne Molinier, mise en danger de mort par son chirurgien, Eustache Grison, qui, en la saignant, lui avait piqué l'artère, fait condamner ce malhabile praticien à 56 livres de dommages-intérêts. En revanche, le médecin Marquier, de Saint-Lô, est accusé de sortilège, parce qu'il guérissait plus de malades que ses confrères, et qu'il sauvait les malades de la peste, laquelle, depuis 30 ans, affligeait le pays. En vain, il

invoquait l'autorité vénérable et les préceptes de son seul maître, le chirurgien Ambroise Paré; il fut, après un interrogatoire de six jours, contenu en six-cent quatre-vingt-onze feuillets, condamné à Saint-Lô, avec sa fille, en la peine de bannissement (1).

L'assistance des médecins est requise pour la constatation si fréquente des attentats à la pudeur, des homicides et empoisonnements. Le 19 mars 1707, un édit du rot régla l'étude de la médecine; il n'avait pas prévu les investigations nécessaires à un pouvoir ombrageux, et, le 23 août 1723, une sentence du Châtelet de Paris, enjoignit aux chirurgiens de la capitale d'avertir incessamment les commissaires du nom des blessés qu'ils avaient pansés; par suite, on condamnait pour y avoir contrevenu, le chirurgien des Essarts en cinquante livres d'amende (2).

En 1750, Lecat fait des recherches sur la combustion spontanée; Lorry discute les questions de survie.

En 1765, les naissances tardives sont étudiées par Bertin, Lebas, Astruc, Bouvard. Louis prouve l'indulgence coupable des tribunaux déclarant légitimes les naissances de 12 et même de 13 mois. Ce fut Louis, qui, en 1775, chargé d'une expertise, imitant la sage réserve du chirurgien Pigray, sauva la vie de deux accusés. Voici dans quelles circonstances :

Le 14 juin 1775, un habitant de Montbrison, nommé Jean Chassagneux, faisait une chute et se brisait le crâne. Où il n'y avait qu'un accident on vit un crime,

(1) Ch. Desmaze, loc. cit. p. 5.

(2) Ch. Desmaze, loc. cit. p. 5.

commis, suivant la rumeur publique, par le fils et la belle-fille de la victime. Un premier médecin consulté, concluait à la culpabilité des accusés, quand, heureusement pour eux, le docteur Louis fut appelé. Il démontra que les indices recueillis étaient insuffisants, et que les observations faites ne permettaient pas de prononcer une condamnation. Un arrêt du 20 mars 1777 du Parlement ordonnait, conformément à ces conclusions, un plus ample informé d'un an (1).

En même temps, Bruhier et Louis montrent l'incertitude des signes de la mort et leurs études causent une émotion générale. Les travaux de Louis eurent un grand retentissement ; par les caractères qu'il donne à la pendaison, il contribue à réhabiliter la mémoire de Calas (2), et ses importants rapports relèvent des erreurs judiciaires dans les causes de Montbailly, Syrven, Baronnet. Il enseigne, d'ailleurs, les sciences dans son cours public de St-Côme. En 1770, Lafosse étudie les phénomènes cadavériques, et, en 1783, Chaussier, dans un mémoire resté célèbre, montre toute l'importance de la médecine légale (3).

(1) En 1776, quelques médecins étaient attachés aux corps administratifs et judiciaires, tels que la Grande Prévoté, qui était dotée de 2 médecins et 9 chirurgiens ; la cour du Parlement, qui avait 1 médecin, 3 chirurgiens et 1 matrone ; le Grand Conseil, 2 médecins (dont 1 portait encore le titre de spargirique), 1 chirurgien ; la Grande Chancellerie, 1 médecin, 1 chirurgien ; le Châtelet, 2 médecins, 4 chirurgiens, 6 matrones ; l'Hôtel-de-Ville, l'Officialité, la généralité de Paris, chacun 1 médecin et 1 chirurgien. — Dr Tony Saucerotte. — *La profession médicale il y a cent ans.* — Paris, 1882, page 18.

(2) Dans l'affaire Calas, l'expert choisi fut... le bourreau !

(3) En 1776, l'étude de l'anatomie ne se faisait point sans difficulté. Pour avoir des cadavres, l'anatomiste devait s'associer aux

En même temps, l'Assemblée constituante changeait la législation criminelle et proclamait indispensable l'association de tous les faits matériels. La médecine judiciaire allait être appelée à rendre de grands services. Cependant, les événements politiques devaient arrêter celle-ci dans son développement. En 1792, on abolit les universités et les grades qu'elles conféraient, la liberté de la médecine devint complète. Les écoles de médecine furent désorganisées, il n'existait plus de corporation ni de privilèges pour ceux qui se livraient à l'art de guérir. « On vit, dit Marc (*Manuel d'Autopsie cadavérique*, de Rose, 1808, préface), des individus absolument ignorants, sans aucune instruction, suivre les armées et les hôpitaux, y prendre une teinte des opérations les plus routinières de la petite chirurgie, puis rentrer dans leurs foyers avec le titre atrocement ironique d'officiers de santé. Ce sont eux que les tribunaux employaient de préférence pendant le cours de la Révolution. On comprend quel discrédit ils durent

fossoyeurs; les élèves, à défaut d'argent, escaladaient les cimetières, volaient les corps déposés et ensevelis la veille. En hiver, les cadavres coûtaient 10 à 12 francs à l'anatomiste en chef qui les revendaient 25 à 30 francs à ses élèves. L'Hôtel-Dieu refusant d'en livrer, on les achetait à la Salpêtrière ou à Bicêtre, on les volait à Clamart. Les corps de ceux qui avaient « passé par les grands remèdes » servaient à la dissection publique dans les amphithéâtres. — Mercier, *Tableau de Paris*, 1782. — Passim.

En 1768, à Lyon, MM. Faisolle et Claude Champeaux, chirurgiens du roi, députés aux rapports en justice. — En 1770, paraissait à Lyon, un mémoire et consultation sur le prétendu viol et assassinat de la demoiselle Rouge, imputé à six personnes par un enfant de cinq ans et demi. — En 1790, était publié un travail de Desgranges, intitulé : *Mémoire sur les moyens de perfectionner l'établissement formé à Lyon, en faveur des personnes noyées*, Lyon, 1790, supplément, 1791.

jeter sur notre profession. Quand le calme fut rétabli, les codes nouveaux ne tardèrent pas à paraître. La médecine judiciaire ne fut pas créée, mais le principe de l'expertise se trouvait posé par l'article 43 du code d'instruction criminelle et par l'article 27 de la loi du 19 ventôse an XI, qui réservait aux médecins régulièrement reçus les fonctions d'experts devant les tribunaux. » (1).

« L'enseignement de la médecine légale fut installé dans les nouvelles facultés. Mahon à Paris, Prunelle à Montpellier, Fodéré à Strasbourg, développèrent avec éclat cette science dans leurs cours ou dans leurs publications. » (2).

« Les ouvrages se succédèrent alors et formèrent bientôt un véritable corps de doctrine, grâce aux travaux ou expériences de Sue, Chaussier, Adelon, Orfila, Devergie, Tardieu et M. Tourdes. » (3).

Tel a été le mouvement de la médecine légale en France, pendant la première moitié du siècle.

Depuis, elle a pris une voie nouvelle et elle tend de plus en plus à marcher dans cette direction qui lui a été imprimée du reste par l'état actuel de la science. On peut dire, en effet, que passant par des phases successives, la médecine légale a accompagné tour à tour les différentes branches médicales dans leur évolution. C'est ainsi que nous la voyons d'abord uniquement basée sur les connaissances anatomiques, qui à cette époque faisaient de rapides progrès.

(1) Lacassagne, *loc. cit.*, p. 18.

(2) Lacassagne, *loc. cit.*, p. 18.

(3) Lacassagne, *loc. cit.*, p. 18 et 19.

Plus tard, la chimie entra pour une large part dans le domaine de la médecine. C'est alors que la médecine légale va évoluer sur le terrain que lui avait préparé Orfila. Pendant une longue période, les expertises médico-légales, je parle de celles qui méritèrent véritablement ce nom, portèrent sur les données que lui fournissaient la chimie et la toxicologie. Durant cette période furent faits les grands travaux qui contribuèrent, la chose est indéniable, à faire changer le courant du crime. Le poison est maintenant retrouvé trop facilement, on ne l'emploie plus, et les empoisonnements changeant de mode comme la science qui les combattait, diminuent de fréquence. Orfila, en donnant cette impulsion à la médecine légale, changeait complètement le but que doit se donner cette science ; ce n'est pas que nous voulions critiquer cet auteur, mais ce que nous aimerions à faire comprendre c'est qu'il fit de la médecine légale un art dans lequel la chimie occupait une trop grande place.

Nous arrivons à une autre époque, où la médecine légale va pouvoir faire usage d'armes nouvelles. Nous voulons parler de l'emploi du microscope et des travaux du Professeur Ch. Robin. C'est alors que vont se faire toutes les études relatives à la recherche des taches. On établira leur nature, puis l'on essaiera de les différencier entre elles. On cherchera à connaître s'il existe des différences entre le sang des animaux et celui de l'homme, entre celui de l'homme et celui de la femme.

En somme, pendant toute cette période, les médecins légistes n'ont eu qu'un but, mettre les connaissances médicales au service de l'administration de la

justice. Mais, est-ce bien là la véritable médecine légale? évidemment non, ce n'est que la médecine judiciaire. Et c'est ce que fait remarquer M. le professeur Lacassagne quand il intitule son livre : *Précis de Médecine judiciaire*.

La véritable médecine légale est celle qui fournira aux législateurs, aux magistrats ou aux administrateurs les données scientifiques pour l'élaboration ou la réformation des lois. C'est le but vers lequel elle tend de plus en plus. Pour ne citer qu'un exemple, simple en lui-même, n'est-il pas dérisoire de voir la façon dont on prend journellement le signalement d'un individu? Qu'on lise un passe-port, une feuille de signalement quelconque, c'est toujours la même rubrique : *cheveux et sourcils bruns ou noirs ou blonds, yeux châtain ou bleus ou gris, front couvert ou découvert, nez gros ou petit, bouche ordinaire, menton rond, visage ovale, taille 1 m. . . . cent.* (1). Sont-ce là des données qui permettront de reconnaître l'identité d'un individu. Il est bien certain que si l'on demandait à la science de fournir un signe certain, invariable, peut-être serait-elle à même de le fournir.

Combien de lois qui n'existent pas encore et seraient pourtant si utiles, qui ne pourront prendre naissance qu'avec l'aide de la médecine légale. Viendra-t-il jamais

(1) Et encore pour la taille, dans la majorité des cas, elle est prise d'une façon tout à fait fantaisiste.

Il y a quelque temps déjà, M. A. Bertillon avait proposé de prendre au lieu de la taille, une mensuration qui paraît être susceptible de moins varier que la longueur même de l'individu : cette mensuration devait être prise, selon cet auteur, sur le médius ou le pouce de la main.

à la pensée d'un législateur d'établir une loi sur la détermination du sexe sans s'adjoindre le concours de médecins légistes ?

On pourrait varier les cas à l'infini.

Mais, ne serait il pas nécessaire d'initier les hommes de lois, à certaines études de notre science moderne, et par quels moyens pourrait-on y arriver ?

Nous pensons qu'il serait utile de créer dans ce but des chaires de médecine légale et d'anthropologie dans les facultés de droit, ainsi que cela se pratique du reste en Italie (1).

En Allemagne, en Angleterre, en Italie, les progrès furent tout aussi rapides et tous les médecins légistes entrèrent résolûment dans la voie expérimentale.

En Allemagne, nous citerons les noms et les ouvrages de Casper, d'Hoffmann, de Machska, d'Eulenberg, de Krafft-Ebing, de Liman. Parmi les Anglais : Thompson, Guy, Taylor et Christison ; et dans l'école italienne : de Crecchio, Tamassia, Morselli, Tamburini, Ziino et spécialement Lombroso.

Ainsi, par leurs travaux, par leurs études, les médecins se sont mis à la hauteur de la mission que pouvait leur confier la justice.

Malheureusement, en France, et c'est à ce seul point de vue que nous nous plaçons, la législation n'a pas récompensé ses efforts.

Malgré la réforme de nos codes par la loi du 19

(1) E. Ferri, professeur de droit criminel fait un cours d'anthropologie criminelle à la Faculté de droit de Sienne. — M. le professeur Lacassagne, devait, cette année, faire un cours de médecine légale à la Faculté de droit de Lyon ; des circonstances l'en ont empêché.

ventôse an XI et la promulgation du code pénal en 1810, le nom de médecine légale n'a été inscrit dans aucune de nos lois.

C'est en vertu de l'article 43 du code d'instruction criminelle que le médecin donne son concours à la justice :

Le Procureur de la République se fera accompagner d'une ou de deux personnes présumées, *par leur art ou profession*, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime ou délit.

De même, dans les autres articles du même code :

Art. 44. S'il s'agit d'une mort violente, ou d'une mort dont la cause soit suspecte ou inconnue, le Procureur de la République se fera assister d'un ou deux officiers de santé, qui feront leur rapport sur les causes de la mort et sur l'état du cadavre.

Art. 81 du Code civil :

Quand il y aura des signes ou des indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui donneront lieu de la soupçonner, on ne pourra faire l'inhumation qu'après qu'un officier de police, assisté d'un docteur en médecine ou en chirurgie, aura dressé procès-verbal de l'état du cadavre et des circonstances y relatives, ainsi que des renseignements qu'il aura pu recueillir sur les prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile de la personne décédée.

Il y a de même des applications médico-légales et intervention du médecin dans les dispositions relatives à l'excuse des témoins (Code I. C. 83) ; — des jurés (Code I. C. 397) ; — pour la dispense de la tutelle (C. C. 44) ; — l'aliénation mentale (loi du 30 juin 1838) ; — le recrutement militaire (loi de 1873) ; — dans les crimes d'empoisonnement, de crimes contre l'enfant nouveau-né, dans l'appréciation des blessures introduite par la loi du 11 mai 1863.

Mais voici la disposition explicite de la loi du 19 ventôse an XI :

A compter de la publication de la présente loi, les fonctions de *médecins et chirurgiens jurés*, appelés par les Tribunaux, celles de médecins et chirurgiens en chef dans les hospices civils, ou chargés par les autorités administratives de divers objets de salubrité publique ne pourront être remplies que par des médecins ou chirurgiens reçus selon les formes anciennes, ou par des *docteurs* reçus suivant celles de la présente loi.

Malgré toutes ces dispositions, nous croyons que l'administration de la justice se trouverait mieux d'une organisation semblable à celle qui fonctionne actuellement en Allemagne. Il y a, dans ce pays, des *Kreis-physicus* ou médecins de cercle ou de district.

Auprès de chaque administration territoriale, se trouve un médecin officiel qui est le délégué de l'administration pour tout ce qui touche à la santé publique, aux épidémies, à la vaccine, aux établissements insalubres, à l'inspection des pharmacies, des enfants assistés, à la médecine légale.

Pour devenir Kreis-Physicus, il faut avoir le diplôme universitaire, et avoir satisfait à l'examen d'état qui autorise l'exercice de la profession, et, de plus, justifier d'un stage de quelques trimestres dans les hôpitaux, les asiles d'aliénés, les laboratoires spéciaux.

En Allemagne, dit M. Brouardel, une autopsie n'est jamais faite par le médecin seul. Il est assisté par un second médecin, et l'autopsie se fait en présence du magistrat. Le greffier écrit sous la dictée du médecin, pendant l'autopsie, tous les caractères des lésions à mesure qu'on les découvre. Ce procès-verbal doit fournir réponse à toutes les questions posées dans un

règlement, le *Régulatif*. Pour chaque organe, un certain nombre de caractères doivent être précisés. De cette façon, l'autopsie est toujours complète. L'expert ne peut, par exemple, se dispenser de dire dans quel état étaient le cœur, les reins, le cerveau, s'ils étaient congestionnés ou non, etc. Puis lorsque l'autopsie est terminée, le médecin signe ce procès-verbal qui est « *ne varietur*. » Il lui est donné un double et, rentré chez lui, il rédige son rapport sur ce procès-verbal authentique. L'autopsie est donc complète, et le contrôle des conclusions tirées de cette opération est toujours possible.

On comprend les garanties que peuvent donner ces Kreis-Physicus assermentés près de l'autorité supérieure, leurs décisions font foi. D'ailleurs, elles sont contrôlées, au point de vue de la police médicale, par le chef hiérarchique du Kreis-Physicus, le médecin officiel accrédité près de l'autorité provinciale et plus haut encore près de l'autorité centrale. Leurs expertises médico-légales peuvent être soumises à l'examen ou au contrôle du collège médical de la province et au-dessus à la délégation qui siège dans la capitale.

Chez nous, comme chez tous les peuples de race latine, nous ne procédons pas ainsi. Nous croyons résoudre toutes les difficultés, répondre à tous les besoins par des règlements ou des articles de loi. Ainsi, la loi exige la vérification des naissances et des décès par des médecins spéciaux et cependant, sauf Paris, où la loi est strictement exécutée, elle est à peine appliquée dans quelques grandes villes et elle n'est pas observée dans plus de trente mille communes. Il en sera ainsi

tant qu'il n'y aura pas un corps de médecins spéciaux, exclusivement chargés de répondre aux exigences de notre époque, c'est-à-dire exclusivement occupés de tout ce qui concerne la médecine publique.

Dans un remarquable et récent travail (1), M. le professeur Brouardel expose toutes les lacunes qui existent encore sur ce point : « L'instruction clinique, dit-il, que l'on peut acquérir dans les hôpitaux, n'est point suffisante pour permettre à l'élève d'étudier toutes les questions médico-légales ; quelques-unes sont absolument spéciales : la pénétration, la submersion, les attentats à la pudeur, etc. » Et, à ce propos, M. Brouardel rappelle un fait dont il fut le témoin il y a quelques années : « J'étais appelé à déposer en Cour d'assises avec un jeune confrère, qui avait été un des bons élèves des hôpitaux. Il avait, dans son certificat, déclaré que la membrane hymen d'une petite fille de 8 ans avait complètement disparu. Sur ce certificat, la justice avait poursuivi. J'avais trouvé la membrane hymen intacte. L'inculpé avouait avoir commis des attouchements : malgré mon rapport, il n'y avait donc pas eu d'ordonnance de non-lieu. Restait à déterminer la gravité des désordres, la réalité d'une intromission ou son impossibilité. Après nous avoir mis en présence, mon confrère et moi, le président nous pria de procéder simultanément à un nouvel examen pratiqué séance tenante. Je montrai à mon collègue cette membrane, dont l'intégrité n'était pas

(1) *De la réforme des expertises médico-légales.* — Rapport présenté au nom de la Société de médecine légale, par une Commission dont M. Brouardel était rapporteur.

douteuse. Nous rentrons en assises, mon confrère fait l'aveu complet et loyal de son erreur. Le président lui demande comment il a pu se tromper, et mon jeune confrère répond (ce qui est absolument vrai pour la majorité des étudiants en médecine): « Monsieur le Président, je n'ai jamais vu de membrane hymen; dans les hôpitaux, lorsqu'on examine une femme devant les élèves, c'est qu'il y a une vaginite, une métrite, et depuis longtemps la membrane hymen n'existe plus. Si je m'étais permis de rechercher comment est faite cette membrane sur des jeunes filles non déflorées, j'aurais moi-même commis un attentat à la pudeur. »

Il faut donc, pour certaines questions médico-légales, une instruction spéciale, et on ne peut l'acquérir que dans un établissement approprié à cet enseignement.

« Les fonctions de médecin-expert sont, du reste, fort peu recherchées, pour deux raisons principales :

La première est que les médecins se rendent très bien compte de ce qu'ils sont incomplètement préparés pour remplir la mission que leur confie la justice, et ils comprennent que, dans ce cas, l'honnêteté professionnelle veut qu'ils se récuse; ils ont, d'ailleurs, tous présentes à l'esprit ces circonstances nombreuses dans lesquelles des confrères très honorables ont compromis leur réputation scientifique dans des débats publics, pour lesquels ils n'étaient pas prêts. » (1)

La seconde raison est d'un ordre moins relevé; mais

(1) Prof. Brouardel, loc. cit.

elle est toute aussi sérieuse. Les opérations médico-légales sont taxées en vertu des décrets des 8 juin 1811 et 7 avril 1813.

Les experts ne sont pas seuls à signaler l'insuffisance des tarifs de 1811. (1)

Dans la discussion de la réforme du code d'instruction criminelle au Sénat, M. Bérenger s'est exprimé ainsi (séance du Sénat du 26 mai 1882, p. 553) :

« Actuellement, que se passe-t-il ? Il est, il faut le dire clairement et sincèrement, il est souvent difficile à la magistrature, je parle surtout de la magistrature de province, de trouver des hommes compétents pour les expertises un peu délicates, d'abord parce qu'on n'a pas toujours sur les lieux l'homme de savoir et d'expérience dont on a besoin ; puis, il faut bien entrer dans ces détails, parce que le tarif criminel accorde des honoraires tellement dérisoires, j'oserai dire tellement impertinents, au savant dont on a à requérir les lumières, qu'il n'est pas toujours aisé d'obtenir son concours.

« Savez-vous ce que c'est que ce tarif, Messieurs ? Il remonte à 1811. Pour une opération ordinaire, le médecin, l'homme de science reçoit, à Paris, une somme de 6 fr. ; dans une ville de 40,000 âmes et plus, 5 fr. , et, dans les autres villes, 3 fr. ! (Sourires.)

« S'il s'agit d'une ouverture de cadavre ou d'une opération plus difficile, dit le tarif, les prix sont relevés ; mais vous allez voir dans quelle proportion : à Paris, 9 fr. ; dans une ville de 40,000 âmes, 7 fr. ; dans

(1) Prof. Brouardel, loc. cit.

les autres villes, 5 fr. Il est vrai qu'il y a des frais de déplacement, mais ils sont calculés à raison de 2 fr. 50 par myriamètre. Voilà les maigres indemnités que la loi accorde aux hommes de mérite qu'il faut arracher à leurs occupations et détourner quelquefois pendant des journées entières de leur clientèle. »

« Ainsi, ajoute M. Brouardel, pour ces diverses opérations si graves, souvent si répugnantes, parfois dangereuses, où la réputation du médecin est tout entière engagée, il ne reçoit qu'un honoraire absolument dérisoire; il est souvent obligé de perdre une journée pour l'autopsie, une journée pour aller déposer en assises. »

En résumé, dans la pratique, la justice n'a pas à sa disposition les experts qu'elle devrait avoir; elle est obligée, surtout en province, d'accepter ceux qui veulent bien consentir à lui prêter leur concours.

Tels sont les reproches que l'on peut adresser aux expertises médico-légales, telles qu'elles se pratiquent aujourd'hui. Comment donc pourra-t-on obvier à ces nombreux inconvénients, et quelles sont les réformes à apporter dans l'organisation de la médecine légale, soit pour l'instruction des experts, soit pour la pratique même de la médecine légale.

Nous ne saurions mieux faire que de citer les conclusions du rapport de M. le Professeur Brouardel :

I. Le projet de réforme des expertises médico-légales tel qu'il est soumis aux délibérations de la Chambre est incomplet. Il se borne à établir le principe des expertises contradictoires sans se préoccuper

de la compétence des experts et des moyens de la constater.

II. Les intérêts de la société et ceux des accusés ne seront sauvegardés que si la réforme répond aux nécessités suivantes :

1° Instruction spéciale des experts par un enseignement professionnel approprié ;

2° Preuve de cette instruction fournie par un diplôme délivré par le Ministre de l'Instruction publique, après examen par les professeurs des Facultés de médecine (diplôme spécial pour les médecins-experts et pour les chimistes-experts) ;

3° Choix des experts par les Procureurs de la République et les Juges d'instruction, sur une liste dressée par les cours d'appel, sur présentation des Facultés de médecine et des tribunaux ;

4° Relèvement des tarifs d'honoraires. Les tarifs actuels de 1811 sont reconnus par tous insuffisants, ils le seraient encore davantage quand on aurait imposé aux candidats experts des épreuves de scolarité plus onéreuses et aux experts eux-mêmes des modifications dans leurs modes opératoires permettant le contrôle de leurs recherches ;

5° Création d'une commission scientifique médico-légale supérieure, analogue au tribunal des superarbitres de Berlin, permettant de juger scientifiquement des questions d'ordre exclusivement scientifiques, et qui auraient donné lieu à des contestations entre les experts.

Disons de suite, que sans attendre toutes ces réformes, de nombreuses améliorations ont été apportées dans

l'enseignement de la médecine légale. Nous ne dirons que quelques mots de ce qui existe actuellement à Paris et à Lyon.

A Paris, des conférences de médecine légale sont, depuis quatre ans, organisées à la Morgue. Un certain nombre d'élèves, divisés en séries, assistent à ces autopsies. Mais l'exiguïté du local force à n'admettre que des séries de 70 élèves. Chacune d'elles cède la place à la suivante. Toutefois, ce système ne permet à un étudiant que d'assister à un nombre limité d'autopsies.

Ceux des élèves ayant déjà subi quatre examens de doctorat ou docteurs en médecine, qui veulent compléter leur instruction, sont admis dans le laboratoire où les maîtres de conférences les exercent à distinguer au microscope et au spectroscope les taches de sang, de sperme, etc..., à faire les examens microscopiques, qui souvent sont le complément indispensable de l'autopsie.

A Lyon, grâce à l'heureuse initiative de M. le Professeur Lacassagne, les étudiants désireux de s'instruire sont plus favorisés encore. Il est vrai d'ajouter que le nombre des étudiants étant relativement moins grand qu'à Paris, tous peuvent profiter de l'enseignement pratique. Outre les autopsies faites à la Morgue (dont l'exiguïté est dérisoire, nous nous permettons de le dire) un local des mieux aménagés est installé à la Faculté.

Ce laboratoire présente à l'heure actuelle le plus haut degré de perfection, car il n'en existe, que nous sachions, aucun de ce genre dans les autres facultés

et même à l'étranger, nous a-t-on dit souvent. Nous croyons donc utile d'en décrire les principales dispositions.

Dans un amphithéâtre clair, spacieux, tous les élèves peuvent suivre à l'aise la marche d'une autopsie. Cette salle est reliée par un ascenseur à de vastes sous-sols où sont conservés les cadavres. On conçoit l'utilité et la commodité de ce système qui évite le transport des sujets au milieu des cours intérieures et des couloirs.

Adjacent à l'amphithéâtre, se trouve un laboratoire de chimie où l'on peut faire, en même temps qu'on pratique une autopsie, les recherches de chimie ou de toxicologie les plus simples et les plus urgentes. Nous disons les plus simples, car nous sommes loin d'être au temps d'Orfila, et les grandes expertises chimiques sont faites dans un laboratoire spécial de toxicologie.

Plus loin, nous trouvons un laboratoire où peuvent facilement prendre place quarante élèves. Cette salle est spécialement établie pour les recherches micrographiques de taches de sang, de sperme, etc. Des instruments y sont disposés qui permettent aux étudiants de se livrer aux travaux d'anthropologie.

La partie la plus intéressante est sans contredit le Musée, dans lequel M. Lacassagne a accumulé une quantité de pièces dont peut bénéficier, on le conçoit, l'enseignement médico-légal. Toutes ces pièces sont divisées d'après l'âge, le sexe, l'identité, les différents genres de mort (suicide, accidentelle ou homicide). Une place spéciale est réservée aux armes et aux ins-

truments de toute sorte qui ont servi dans les affaires criminelles.

Après chaque autopsie, les pièces qui offrent quelque intérêt sont soigneusement préparées et conservées, les unes, à l'état sec, les autres dans l'alcool. De cette façon, les élèves peuvent, à n'importe quel moment, venir étudier, en ayant sous les yeux des exemples qui pénètrent mieux leur esprit.

Notons, en outre, une collection de crânes de suppliciés, de suicidés, de nègres, d'idiots, d'épileptiques, etc., et qui peuvent donner lieu à autant d'études spéciales et variées au point de vue anthropologique et criminel.

Si nous ajoutons à cela une collection de près de 2,000 tatouages (1), qui ont été réunis grâce aux persévérantes et patientes recherches de M. Lacassagne, une quantité de photographies de criminels, des cartes et des graphiques de statistique (2), et les observations de tous les rapports et des autopsies (3), faites au laboratoire, on conçoit qu'on puisse trouver là une source inépuisable de matériaux, soit pour l'enseignement, soit pour l'étude de la médecine légale. Nous croyons intéressant de noter ici la plus grande partie des travaux faits dans ces dernières années au Laboratoire de médecine légale de la Faculté de Lyon :

(1) Collection du Prof. Lacassagne.

(2) Statistique criminelle de la France, de 1825 à 1830, par MM. Lacassagne, professeur, et Couette, aide-major.

(3) Nous regrettons que le temps nous ait empêché de dresser un relevé de toutes les autopsies faites soit à la Faculté, soit à la Morgue, et auxquelles les élèves ont pu assister. La collection des rapports appartenant à M. Lacassagne s'élève aujourd'hui à 863.

A. Lacassagne. — *Des réquisitions de médecins et de pharmaciens militaires par l'autorité judiciaire, droits et devoirs des experts.* — Extrait des annales d'hygiène et de médecine légale, tome v, n° 2, 3^e série, 1881. — Paris, 1881.

A. Lacassagne. — *De la nécessité de construire, à Lyon, une morgue, et de créer dans cette ville un établissement public servant d'obitoire ou maison mortuaire.* — *Mémoire adressé au Conseil municipal de Lyon.* 1881.

D^r H. Coutagne. — *Des blessures des ongles au point de vue des données chronologiques qu'elles peuvent fournir en médecine légale.* — Lyon, 1881.

A. Lacassagne. — *Marche de la criminalité en France de 1825 à 1880, du criminel devant la science contemporaine, leçon d'ouverture.* — In. *Revue scientifique*, 1881.

A. Lacassagne. — *Les tatouages, étude anthropologique et médico-légale.* — Paris, 1881.

D^r Chaussinand. — *Etude de la statistique criminelle de France au point de vue médico-légal.* — Thèse de Lyon, 1881.

D^r Martin. — *Les cimetières et la crémation, étude historique et critique.* — Thèse de Lyon, 1881.

D^r Mesnier. — *Du suicide dans l'armée, étude statistique étiologique et prophylactique.* — Thèse de Lyon, 1881.

A. Lacassagne. — *L'homme criminel comparé à l'homme primitif*, conférence publique faite dans le grand amphithéâtre de la Faculté de médecine, le 27 janvier 1882. — Lyon, 1882.

A. Lacassagne, professeur de médecine légale à la Faculté de Lyon, et D^r Chapuis, agrégé à la même Faculté. — *Des règles à adopter dans les expertises d'empoisonnement.* — In. *Annales d'hygiène et de médecine légale*, 3^e série, tome vii, n° 4, 1882.

A. Lacassagne. — *De la criminalité chez les animaux.* — Lyon, 1882.

A. Lacassagne. — *La criminalité comparée des villes et des campagnes.* — Lyon 1882.

D^r H. Coutagne. — *Des ruptures utérines pendant la grossesse et de leurs rapports avec l'avortement criminel.* — Paris, 1882.

D^r Dumur. — *Des dents, leur importance et leur signification dans les questions médico-légales.* — Thèse de Lyon, 1882.

D^r Villebrun. — *Des ongles, leur importance en médecine judiciaire.* — Lyon, 1883.

A. Lacassagne. — *Question de survie. Consultation médico-légale dans l'affaire Rivoire.* — Lyon, 1883.

A. Lacassagne. — *Le médecin devant les Cours d'assises. Cours d'ouverture.* — In. *Revue scientifique*, 1882.

D^r Bernasconi. — *Des effets toxiques du bichromate de potasse.* — Thèse de Lyon, 1883.

D^r Baptiste. — *Des morts subites ou rapides par les lésions spontanées des organes abdominaux au point de vue médico-judiciaire.* — Thèse de Lyon, 1883.

D^r Mallen. — *De l'estomac au point de vue médico-légal (les cas d'empoisonnement non compris).* — Thèse de Lyon, 1883.

D^r Pellier. — *Contribution à l'étude médico-légale de la pendaison.* — Thèse de Lyon, 1883.

D^r A. Kocher. — *De la criminalité chez les Arabes au point de vue de la pratique médico-judiciaire en Algérie.* — Thèse de Lyon, 1884.

D^r H. Coutagne. — *Etude sur un cas de suicide par coups de revolver (Affaire G..., de Crest).* — Extrait du *Lyon Médical*. Lyon, 1884.

D^r H. Coutagne. — *Note sur un cas d'empoisonnement par les fruits du Taminier.* — Extrait du *Lyon Médical* du 22 juin 1884.

D^r A. Bournet. — *De la criminalité en France et en Italie, étude médico-légale, avec planches.* — Thèse de Lyon, Paris, 1884.

D^r Ogier. — *De l'iris au point de vue médico-légal.* — Thèse de Lyon, 1884.

D^r Dressy. — *Etude des annexes de l'œil au point de vue médico-légal.* — Thèse de Lyon, 1884.

D^r Penet. — *Des traumatismes du cristallin, avec considération médico-judiciaires.* — Thèse de Lyon, 1884.

D^r Galliot. — *Recherches historiques, ethnographiques et médico-légales sur l'avortement criminel.* — Thèse de Lyon. Paris, 1884.

D^r A. Bournet. — *Lettres médicales écrites d'Italie* (septembre-octobre 1883). — Extrait du *Lyon Médical*, Paris, 1884.

D^{rs} A. Lacassagne et Paul Doubre. — *Rapports de la taille debout et de la taille assis; de la taille debout et de la grande envergure.* — In. *Société d'anthropologie de Lyon*, tome 2^e, 1883. — Lyon, 1884.

Mais nous n'avons pas tout dit. M. Lacassagne a obtenu de la bienveillance des magistrats de faire bénéficier l'enseignement de tous les cas qui peuvent

se présenter. Aussi, dans les grandes affaires criminelles, alors que les membres du parquet assistent aux autopsies, un local spécial leur a été réservé, local tout à fait indépendant et communiquant, cependant, avec la salle d'autopsie. Là, ils peuvent interroger les accusés, les témoins, faire des confrontations.

On juge, déjà, de quelle utilité pratique sont toutes ces dispositions, qui permettent de faire une véritable clinique médico-légale.

En outre, le laboratoire reçoit fréquemment, dans l'après-midi, les visites de blessés, de petites filles à examiner au point de vue des organes génitaux, et, de cette façon, il est permis, dans une certaine mesure, de remédier à certains inconvénients qu'a signalés M. Brouardel. Une véritable clinique est faite en présence des élèves, ils ne peuvent plus, ils ne doivent plus être, après cela, embarrassés. Enfin, depuis quelque temps, au 4^e examen de doctorat, les candidats n'ont plus seulement à rédiger un rapport médico-légal sur un cas donné, mais ils doivent d'abord satisfaire à une sorte d'épreuve pratique, qui consiste, soit dans une autopsie faite sous la surveillance du professeur, soit dans un examen micrographique de taches, etc. Cette épreuve terminée, le candidat rédige alors, seulement, son rapport d'après ce qu'il a observé. Selon nous, la tâche est beaucoup plus simple pour quiconque a appris sérieusement.

Tel est, à Lyon, l'enseignement médico-légal qu'a su créer M. le Professeur Lacassagne, enseignement qui forme comme une école nouvelle.

Si, à ce système, on ajoute des études anthropolo-

giques telles qu'elles sont pratiquées en Italie, avec l'école du Professeur Lombroso, et des travaux statistiques comme ceux qui ont été faits à Lyon, par M. Lacassagne (1), et, à Paris, par M. A. Bertillon, il est permis d'espérer que d'ici à quelques années, cet enseignement théorique et pratique aura créé des médecins capables de répondre à ce que la justice et la société sont en droit d'attendre d'eux.

Nous ne saurions mieux terminer cette étude, bien imparfaite, qu'en rappelant les paroles de M. Lacassagne, dans son cours d'ouverture de novembre 1883(2) : « Le médecin ne doit pas négliger une fonction dont l'investiture est donnée par des magistrats. Il ne faut pas fuir les occasions d'aider à la découverte de la vérité. Le médecin, vraiment digne de ce nom, sait prendre des responsabilités et n'écouter que les inspirations de sa conscience ; il a pour toutes les circonstances de la pratique cette unique règle de conduite : *faire le bien*. Quelle est la profession qui peut réclamer de plus nobles privilèges ?

« En s'occupant plus des devoirs que des droits du médecin, en lui traçant une responsabilité exceptionnelle, la loi a rendu à notre profession un suprême hommage. »

(1) A. Lacassagne, *Marche de la Criminalité en France de 1825 à 1882*. — *De la criminalité comparée dans les villes et les campagnes*.

(2) A. Lacassagne, Le Médecin devant les Cours d'assises. — *In Revue scientifique* du 23 décembre 1883.

CONCLUSIONS

Un sujet tel que celui que nous venons de traiter ne peut comporter des conclusions aussi nettes et aussi précises qu'on pourrait les formuler pour une autre étude médicale.

Toutefois, nous croyons pouvoir déduire de ce qui précède que :

1° On peut diviser l'histoire évolutionnelle de la médecine légale en trois périodes principales. Dans la *première période ou fictive*, nous voyons la loi du talion être la seule base du système judiciaire : ce sont les lois de Moïse et de Solon. En Europe, la loi salique, les Gragas irlandaises, le Wergeld germanique peuvent être mis en parallèle avec les préceptes de la Genèse, du Lévitique et du Code de Solon. La législation hébraïque prépare l'avènement de la médecine légale ;

2° Dans la *seconde période ou métaphysique*, il se produit une transformation sérieuse due à l'influence de la législation romaine et ensuite du catholicisme, à partir du règne de Constantin. Puis du XIII^e au XVII^e siècle, nous voyons la médecine judiciaire consacrée

en entier à la démonomanie et à la sorcellerie ; nous avons ainsi montré les premières tentatives faites par des médecins pour réagir contre les procédures criminelles ;

3° Enfin, dans la *troisième période ou positive* avec le perfectionnement des codes et de la législation apparaît une médecine légale véritablement scientifique.

Depuis 1811, c'est-à-dire depuis la révision de nos codes, la médecine légale évolue, marchant de pair avec les autres sciences médicales sur lesquelles elle s'appuie successivement ;

4° Pour arriver à un plus haut degré de perfection tel qu'il existe de nos jours en Allemagne, par exemple, il est nécessaire d'accomplir certaines réformes dans l'organisation de la médecine légale de notre pays. Ce résultat serait évidemment obtenu si l'on créait, dans tous les centres universitaires, des laboratoires mieux aménagés permettant de donner plus d'extension aux études de l'anthropologie criminelle et de la statistique, et des cliniques spéciales capables de former un plus grand nombre de médecins légistes auxquels la justice et l'administration pourraient confier les intérêts de la société.

VU BON A IMPRIMER :

Le Président de la Thèse,

A. LACASSAGNE.

Le Doyen,

LORTET.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 18 juillet 1884.

Le Recteur,

EM. CHARLES.

BIBLIOGRAPHIE

Nous nous contenterons pour la bibliographie de renvoyer à celle qui a été faite d'une façon si complète par M. le Professeur Tourdes, à la fin de son article : *Médecine légale, du dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*. Nous y ajouterons, cependant, quelques ouvrages que cet auteur n'a pas mentionnés et qui ont rapport à notre sujet.

MERCIER : *Tableau de Paris* 1782. — A. GAUTHIER : *Recherches historiques sur l'exercice de la médecine dans les temples, etc.*, Paris, 1844. — BRIAU : *L'Assistance médicale chez les Romains*, Paris, 1869, in-8°. — A. LACASSAGNE : *Précis de médecine judiciaire*, Paris, 1878. — D^r A. VERCOUTRE : *La Médecine publique dans l'antiquité grecque*, In *Revue archéologique*, Paris 1880. — Ch. DESMAZE : *Histoire de la médecine légale en France, d'après les lois, registres et arrêts criminels*. 1 vol., Paris 1880. — D^r TONY SAUCEROTTE : *La profession médicale il y a cent ans*, Paris 1882. — D^r A. LACASSAGNE : *Le médecin devant les Cours d'assises. — Leçon d'ouverture*. — In *Revue scientifique*, 23 décembre 1883. — D^r BROUARDEL : *De la réforme des expertises médico-légales. — Rapport présenté au nom de la Société de médecine légale*. Paris 1884. — D^r E. MARTIN : *Exposé des principaux passages contenus dans le Si-Yuen-lu*. Paris, 1884.

QUESTIONS

SUR LES DIVERSES BRANCHES DES SCIENCES MÉDICALES

Anatomie générale et histologie. — Tissu conjonctif et ses variétés.

Physiologie. — Phénomènes chimiques de la respiration. — Evaporation pulmonaire.

Physique. — Propriétés physiques des muscles et mécanique des organes de la locomotion.

Chimie. — De l'urée. — Composition. — Synthèse. — Propriétés. — Dosage dans l'urine.

Zoologie et anatomie comparée. — Spongiaires. — Organisation. — Propriétés.

Matière médicale et botanique. — Décrire les diverses sortes de salsepareilles. — Structure et fonctions des racines.

Pathologie externe. — Des tumeurs irritables et des tumeurs douloureuses.

Pathologie interne. — Des angines.

Thérapeutique. — Du mercure.

Hygiène. — De l'asphyxie par le froid.

Accouchements. — Rétroversion de l'utérus pendant la grossesse.

Pathologie générale. — Définition de l'espèce morbide.

Ophthalmologie. — Existe-t-il un centre des mouvements de l'œil ? Où est-il placé ?

Médecine opératoire. — De la ligature des artères.

Anatomie. — Des aponévroses du cou.

Maladies cutanées et syphilitiques. — Du chancre infectant.

Anatomie pathologique. — Des ulcérations en général.

Médecine légale. — Des signes de la macération du fœtus dans l'utérus.

Médecine expérimentale et comparée. — Du mode de production de la pustule maligne.

Cliniques médicales. — Des complications pulmonaires de la fièvre typhoïde. — Diagnostic et traitement de l'asystolie.

Cliniques chirurgicales. — Des pseudarthroses et des diverses causes qui s'opposent à la formation du cal. — Des fractures de la colonne vertébrale.

